

## Les démons du ring

Pages 6 et 7

Matthew, Dave Jr et Alex Hilton

# PLUS

## L'émergence de Gilles Baril

Page 5



CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 17 MARS 2001

La Presse

Pendant que les étrangers donnent des cours de démocratie au gouvernement haïtien, les habitants continuent d'aller malades et le ventre creux. Que fait-on pour satisfaire leurs besoins vitaux ? Dans ce pays où tout est urgence, les coopérants ne savent plus où donner de la tête.



Photo MARIE-CLAUDE MALBOEUF, La Presse

Quel avenir pour Haïti ? Après sept ans et trois milliards US d'aide internationale, le petit bout d'île des Antilles est plus pauvre que jamais. Toutes les statistiques évoquent un interminable cauchemar. L'espérance de vie est de 54 ans.

# Haïti le grand malade



**MARIE-CLAUDE MALBOEUF**  
envoyée spéciale

LA PRESSE À PORT-AU-PRINCE

SAM 1 > Un pays déréglé

DIM 2 > La justice

LUN 3 > Les «grands mangeurs»

MAR 4 > Le microcrédit

nourrir leurs familles », justifie, dans un haussement d'épaules, l'anesthésiste Henri Claude Jean, inébranlable après 20 ans de travail chaotique.

En arpentant les corridors, le médecin à la tête grise ne jette pas même un regard aux linges sales recouvrant le sol. « Ce matin, l'eau ne coulait plus des robinets, il faudrait laver tout ça à la main », expliquera-t-il plus tard à l'assistante-chef du département d'anesthésie, le Dr Yolette Naar.

L'eau manque à l'hôpital et l'électricité aussi. Les morts pourrissent et les appareils offerts par l'étranger brisent ou se dérèglent. Plus grave encore, le sang et les médicaments sont trop souvent introuvables à la *farmasi* centrale de l'hôpital. « Ça nous empêche d'opérer, se désole le Dr Naar. Les hôpitaux voisins en profitent pour s'enrichir, ils vont vendre les médicaments 1000 \$ ou d'autres prix exorbitants ! »

Peu motivés, les médecins se laissent sans cesse happer dans des grèves politiques. Les riches patients vont aux États-Unis ou bien se payent les hôpitaux privés à 100 \$ la nuit. Les pauvres se rabattent sur les guérisseurs traditionnels.

Dans un coin, l'automne dernier, on a abandonné un bébé sous une pancarte : « Attention, bébé né de mère VIH ».

« Nos patients sont tellement mal reçus à l'hôpital qu'ils nous supplient : S'il vous plaît docteur, ne m'envoyez plus là-bas », confie encore Marie Marcelle Deschamps, directrice des centres Geshkio, où quelques milliers de personnes infectées au VIH connaissent un sort meilleur grâce à l'appui des États-Unis et du Canada.

« Nous sommes dépassés, dépassés », répète le Dr Jean à chaque nouvelle question.

Comment qualifier le système de santé haïtien ? « Non existant ! » tranche l'Agence

### PROTRAIT D'HAÏTI

Nombre d'habitants	7,9 millions
Densité	290 personnes/km <sup>2</sup>
Descendance	95% africaine
Lieu de résidence	60% en zone rurale
Langues officielles	Créole et français (de 10 à 20% de la population)
Gens vivant dans la pauvreté absolue	75%
Taux de chômage	de 60 à 70%
Taux d'analphabétisme	de 52 à 65%
BIP per capita	300\$ CAN (1996)

Source: ACIDI, novembre 1999, Revue sectorielle: santé, population, nutrition. PNUD, Bilan de pays 1998

de coopération et de développement international (ACDI) dans son bilan de novembre 1998. « De tous les pays de l'hémisphère occidental, c'est Haïti qui présente le pire bulletin de santé », précise l'organisme.

Dans l'île, toutes les statistiques évoquent un interminable cauchemar. L'espérance de vie des habitants ne dépasse pas 54 ans, contre 71 ans chez leurs voisins de la République dominicaine. Un enfant sur 13 meurt avant son premier anniversaire contre un sur 166 au Canada. Et il y a 10 fois moins de médecins qu'en Amérique du Nord.

Depuis 1995, les étrangers ont pourtant consacré 375 millions de dollars canadiens à soigner les Haïtiens et à former leur personnel médical. Cuba a envoyé 600 médecins et infirmières. À lui seul, le Canada verse de quatre à cinq millions par an, convaincu qu'Haïti n'aura pas la force de sortir de la pauvreté tant que sa population restera mourante. On vaccine, on lutte contre la tuberculose et le sida, on rénove des centres de santé, on envoie des appareils, on forme du personnel (qui n'a pas toujours les outils pour mettre les leçons en pratique...)

Beaucoup de vies ont été sauvées. Mais c'est trop peu. L'argent manque. Dans son projet de budget 2000-2001, Haïti prévoit

consacrer environ 37 millions à la santé, soit 4,50 \$ par personne (contre 1852 \$ au Canada), qui s'envolent presque totalement en salaires.

Les organismes internationaux mènent chacun leur projet dans leur coin, incapables de se mettre d'accord, s'inquiète par ailleurs l'ACDI dans son cadre d'orientation sur la santé de juillet 1999. Quant au ministère haïtien de la Santé publique et de la Population (MSPP), on estime qu'il n'est « pas opérationnel », ignorant jusqu'au nombre exact de ses employés du secteur public !

« Donner plus d'argent à l'hôpital ne nuirait pas, mais c'est insuffisant. Ce sont des médecins qui gèrent et ils n'ont pas les compétences voulues pour décider où investir », conclut Lucien Albert, directeur de l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal.

Pour mieux canaliser l'aide, l'ACDI lui a demandé de former 60 administrateurs de haut calibre d'ici les trois prochaines années (coût : trois millions). Mais la tâche s'annonce ardue. Plusieurs médecins de l'hôpital — payés 5000 \$ par année — y mettent à peine les pieds parce qu'ils gagnent infiniment plus dans leurs cliniques privées. « On ne sent pas de volonté d'arranger les choses, ni au sommet ni à la base », commente M. Albert. « La direction ne veut rien savoir et le personnel a déjà ses habitudes. »

Interrogé à ce sujet, le Dr Jean se cambre : « Ce n'est pas seulement une question d'argent. Ici, on n'a pas de matériel, pas de médicaments, pas de personnel de soutien. À la longue, c'est démotivant... »

Comment jeter l'argent dans les toilettes. À lire en page B2

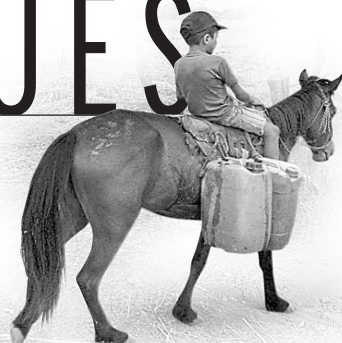
La Presse

LE SOLEIL

# LE SOMMET DES AMÉRIQUES

PARCE QUE VOUS ÊTES PLUS TOUCHÉS QUE VOUS NE LE CROYEZ

DÈS LE 24 MARS, LA PRESSE ET LE SOLEIL UNISSENT LEURS RESSOURCES POUR VOUS PRÉSENTER DES DOSSIERS, DES SÉRIES, DES ANALYSES





## Haiti : un morceau de paradis en enfer

MARIE-CLAUDE MALBOEUF  
envoyée spéciale

PORT-AU-PRINCE — « La plus grande douceur du monde... » Ce sont les mots de Christophe Colomb pour décrire Haïti, ses montagnes escarpées et ses baies scintillantes. Cinq cents ans plus tard, les visiteurs découvrent plutôt la pire dissonance de l'hémisphère. Un morceau de paradis enfoncé en enfer, à force de violences et de pillages.

En 1697, la France ravit l'ouest de l'île d'Hispaniola aux Espagnols et y entasse 400 000 esclaves africains, contraints pour 100 ans à cultiver le café, le tabac et le coton dans des conditions épouvantables. En 1750, c'est la colonie la plus riche du royaume et le plus grand producteur de sucre au monde.

À la fin du siècle, les esclaves se rebellent. La guerre dure 13 ans : elle tue 100 000 Noirs et 71 000 Européens. Les plantations sont rasées. Lorsque les Haïtiens l'emportent sur Napoléon, en 1804, Ayiti (en créole) est donc en ruine. Et la première république noire de l'histoire n'est pas au bout de ses peines. La France exige 150 millions de francs « pour l'intérêt du commerce français et les malheurs des anciens colons ». Une « amende » énorme, que le pays — perpétuellement instable — met 80 ans à rembourser.

De 1915 à 1934, 2000 Marines américains s'installent. Les États-Unis veulent ramener l'ordre dans les Antilles et s'inquiètent du remboursement d'un prêt consenti à Haïti par la National City Bank de New York. Ils construisent des routes, mais exproprient aussi des terres pour les céder à de grosses compagnies américaines. Ils font obstacle à une meilleure répartition des richesses en favorisant les Haïtiens à peu clair. Et ils mettent sur pied une armée qui restera leur alliée dans la lutte contre le communisme et contre la drogue.

Les conditions sont idéales pour que le dictateur François Duvalier s'empare du pouvoir en 1957. Son fils Jean-Claude le suit en 1971. Tous deux détournent des fonds. Des dizaines de milliers de personnes sont tuées par la milice des Tontons Macoutes et un million d'autres fuient.

En 1986, à la suite d'émeutes, le fils Duvalier s'exile en France. Le peuple se donne une nouvelle Constitution et, après quatre ans de chaos, porte au pouvoir le prêtre des bidonvilles, Jean-Bertrand Aristide. C'est le premier président démocratiquement élu de son histoire.

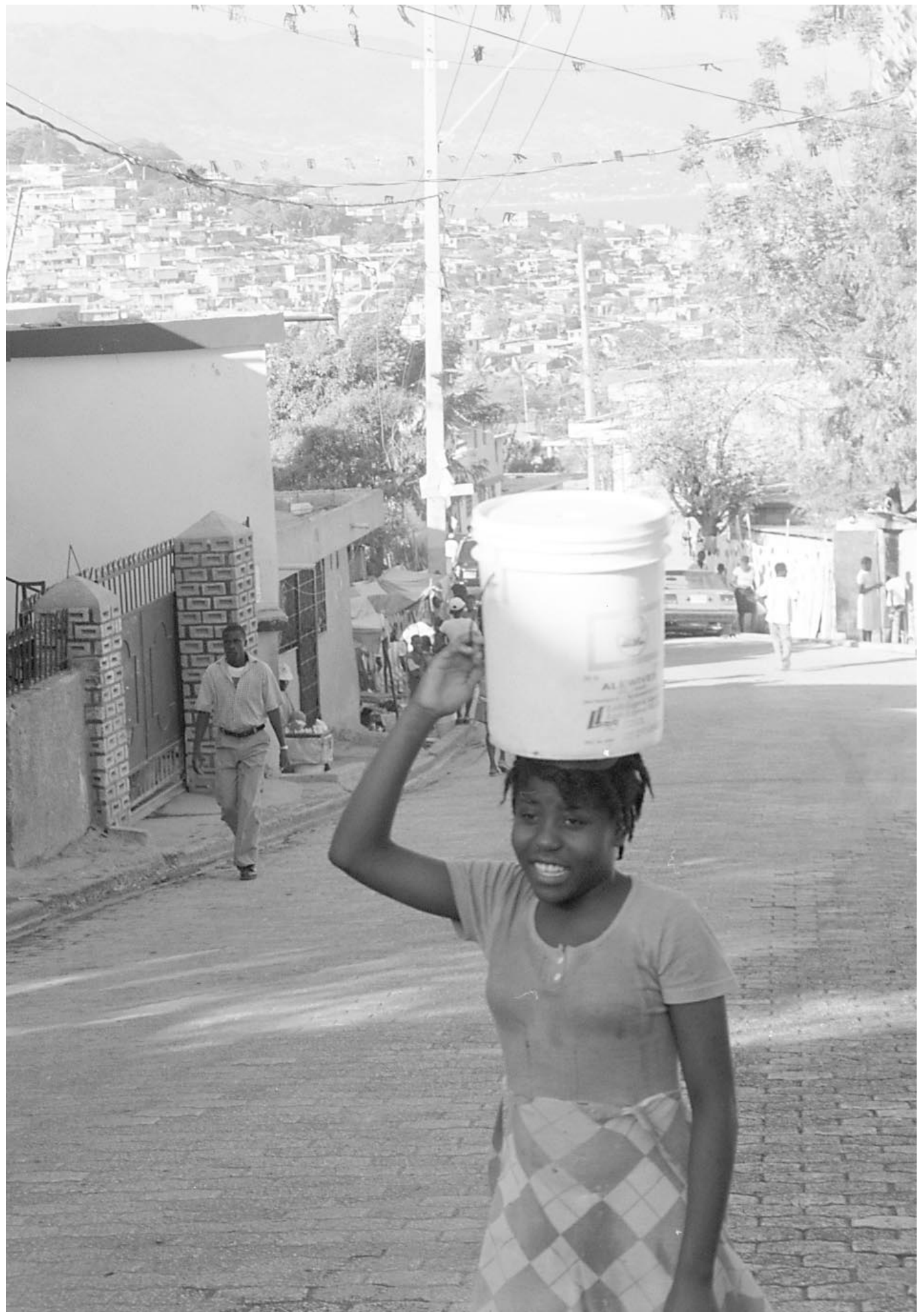
Officiellement, le monde entier applaudit. Mais l'élite haïtienne et ses alliés américains craignent ce religieux charismatique, capable de soulever le peuple contre les riches. Quelques mois après son entrée au palais présidentiel, Aristide est donc renversé par le général Raoul Cédras et ses hommes financés par la CIA américaine.

Malgré tout, les États-Unis s'indignent. L'Organisation des États américains impose à Haïti un embargo maritime qui ruine le pays une nouvelle fois. Il n'y a plus de biens, plus de carburant. Les usines ferment. La moitié des rares emplois disparaissent. Les gens coupent les arbres et font tout brûler pour avoir de l'énergie. L'érosion détruit à son tour les routes et tue l'agriculture. Encore une fois, une poignée de riches et de puissants s'enrichissent avec la contrebande tandis que les pauvres risquent leur vie en embarquant vers les États-Unis sur de minuscules rafiots.

En 1994, Bill Clinton ramène Aristide au pouvoir avec 20 000 soldats. On veut réparer les pots cassés. Il lui promet alors 85 millions. Le pays n'en recevra que la moitié, puisqu'il fait face aux crises politiques et à la violence. Depuis les élections — douteuses — de l'an dernier, c'est toute la communauté internationale qui retient des sommes 10 fois plus importantes.

En parallèle, on traite le pays comme une poubelle. Les États-Unis y ont renvoyé 300 criminels endurcis d'origine haïtienne. En 1997, un cargo plein de cendres toxiques a quitté Philadelphie pour aller se délester de 4000 tonnes de déchets au large de l'île. En 1995, on jetait à Haïti des pneus usés et brûlés.

Difficile, pour un Haïtien, de croire aux lendemains qui chantent.



Les Haïtiens n'ont pas l'eau courante. Il faut donc parfois faire de longs trajets jusqu'à la fontaine publique.

Photo MARIE-CLAUDE MALBOEUF, La Presse

# Comment jeter l'argent dans les toilettes



MARIE-CLAUDE MALBOEUF  
envoyée spéciale  
LA PRESSE À PORT-AU-PRINCE

Quand les soldats américains ont rénové la prison du Cap Haïtien, en 1996, ils se sont empressés d'y installer de rutilantes toilettes. « Quelle absurdité ! Les Haïtiens n'ont même pas l'eau courante à la maison ! Au bout de deux semaines, tout était plein de caoutchouc moussu, de carton et de pierres », rapporte, consterné, le coopérant québécois Jean-Paul Lupien.

L'ex-directeur du pénitencier de Cowansville est d'autant plus découragé que son histoire de toilettes n'en est qu'une parmi un hallucinant catalogue de gaspillages, envoyé en octobre à ses patrons de l'ONU.

« Voici quelques exemples à ne pas reproduire, a-t-il écrit dans un élan d'indignation : Fournir des ordinateurs alors qu'il n'y a pas d'électricité. Installer un logiciel en anglais alors que personne ne comprend cette langue. Donner des formulaires à remplir à des gens qui ne savent ni lire ni écrire ! »

« Des routes ont été faites avec l'argent des étrangers, mais on n'en a plus pour les entretenir », révèle de son côté un comptable proche des organisations internationales.

Après avoir passé six mois en Haïti, en 1996, l'organisme de Boston, Grassroots international était tout aussi sévère. Un chercheur a en effet conclu que certains programmes alimentaires irréflectifs du United States Aid Agency ont encouragé la dépendance et sapé l'économie haïtienne en inondant le marché de produits gratuits.

Au Canada, l'Agence de coopération et de développement international (ACDI) prend beaucoup plus de précautions depuis que le vérificateur général lui a reproché pareilles erreurs, en 1994. Mais comment être efficace quand des gens du monde entier débarquent chacun avec leurs idées, leurs méthodes, leurs causes à défendre ?

« On est partis sans savoir comment on allait aider. Il n'y avait pas de plan. Les dollars étaient là et on s'est demandé : comment on les dépense ? » lance aujourd'hui un coopérant canadien désabusé.

« On écrit des rapports à tour de bras pour dire : Oui, c'est lent, mais il y a des progrès. Mais c'est pour justifier nos jobs », poursuit-il, faisant ainsi écho aux dénonciateurs de la croissance « charity business » (industrie de la charité). « On a des domestiques, la génératrice qui tourne, les traiteurs, les récep-

tions, les hôtels à la page... »

### Corruption

Chose certaine, l'aide a longtemps été complaisante. On n'a pas surveillé les projets d'assez près, répète-t-on de tous côtés.

« La politique en Haïti, c'est une question de vie ou de mort. Si tu es au pouvoir, tu peux faire ce que tu veux : toute ta parenté, tes amis, ta famille vont avoir du travail et de l'argent. Quand ta survie en dépend, ta mission, c'est de profiter de la situation, pas de rebâtir ton pays », analyse un coopérant.

Des exemples ? « On a vu des gens voler les médicaments et s'ouvrir une pharmacie », raconte M. Lupien qui a fait venir trois conteneurs de meubles : « Je les ai distribués moi-même, sinon, ils auraient disparu. »

De son côté, l'ACDI a cessé de financer le Catholic Relief Service : les fonds étaient mal gérés et les denrées destinées aux cantines scolaires ne s'y rendaient pas. Il y a aussi l'histoire de la caisse populaire ouverte au deuxième étage d'un immeuble de Gonaïves, au nord du pays : un avocat a ouvert un bureau juste au-dessous et encaissé toutes les économies des villageois, en leur faisant croire que la caisse avait déménagé chez lui !

Passé dans l'opposition, l'économiste et ancien allié d'Aristide, Gérard Pierre Charles, se méfie du gouvernement au grand complet. « Il y a des millions dont le destin n'a jamais été connu. On ne dépense pas l'argent prévu au budget, mais les ministres ont des enveloppes discrétionnaires... »

Même s'il se refuse à abandonner Haïti, l'ambassadeur canadien Gilles Bernier est prêt à sévir. « Il ne s'agit pas de signer des chèques et de dire : Arrangez-vous ! Il faut travailler de très près avec eux, être constamment aux aguets. Il faut exiger plus. L'impunité, ici, c'est le grand problème. »

Malgré les gaffes qu'il dénonce, Jean-Paul Lupien croit lui aussi que tout n'est pas perdu. « Ça prend du temps, changer les mentalités. Il ne suffit pas de rénover une bâtisse. On fait les choses à moitié : on vient à peine de commencer et déjà, on voudrait être ailleurs... »

Pour l'économiste américain Ian Vasquez, il faut au contraire changer de cap au plus vite. « On a dépensé beaucoup d'argent en Haïti et on ne va nulle part. Il faut enfin ad-

### L'AIDE INTERNATIONALE À HAÏTI

Le monde et quelques bailleurs (En millions de dollars US)

	Monde	Canada	USA	ONU	BID
1995	534	44	100	123	144
1996	423	29	49	127	142
1997	351	33	86	71	98
1998	356	29	96	59	128
1999*	300	27	103	21	61
2000*	250				

\* Estimation  
N.B. Le Canada et les États-Unis ont versé des sommes plus élevées que celles inscrites au tableau, puisqu'il faut tenir compte de leur contribution aux organisations internationales et l'argent versé aux organisations non gouvernementales (ONG).

Source: Rapport de coopération au développement 1998. PNUD.  
BID: Banque interaméricaine de développement

mettre que la complexité de ses problèmes politiques, sociaux et économiques nous dépassent », dit-il de son bureau de Washington.

Comme plusieurs, le chercheur du très républicain Cato Institute accuse les États-Unis d'être hypocrites. Ils financent Haïti seulement parce qu'ils en ont assez de voir ses habitants déferler en Floride, dit-il, alors qu'en les accueillant, on aiderait beaucoup plus leur pays. « Les Haïtiens partis à l'étranger (un million de personnes) envoient chaque année entre 300 et 600 millions de dollars US à leurs familles. C'est encore plus que l'aide internationale et c'est de l'argent efficace, versé de façon volontaire et directe, sans gaspillage dû à la bureaucratie et à la corruption. »

L'émigration est aussi une « soupape de sécurité ». Car si les Haïtiens continuent de se reproduire au même rythme, ils seront 20 millions dans 40 ans, soit deux ou trois fois plus nombreux à se disputer le bois, les aliments et la terre qui manquent cruellement. Dans le bidonville de Cité Soleil, 250 000 personnes pataugent dans les ordures, déjà coincées sur une surface inférieure à deux kilomètres carrés.

Que faire de tous ceux qui ne parviendront jamais à fuir ? Depuis quelques années, l'ONU prêche les vertus de l'enseignement. « Les pauvres, si on leur accorde une chance et si on leur donne un bon conseil, un peu d'argent et une formation en matière de gestion, peuvent faire beaucoup pour eux-mêmes », assurait en 1999 son secrétaire général Kofi Annan. « Il faut leur apprendre à pêcher plutôt que de leur donner constamment du poisson. »

Après sept ans d'efforts à demi anéantis, d'autres se demandent si les étrangers sont vraiment un exemple à suivre.



Photos Associated Press et Reuters

L'épizootie de fièvre aphteuse se propage au moment où l'agriculture britannique subit la pire crise économique de son histoire. Sur les routes de campagne désertes, on distingue au loin des colonnes de fumée qui s'élèvent dans le ciel gris. La désolation !



# La peste de Highampton

La vie semble s'être interrompue dans ce patelin du Devon où vit Willy Cleave



**HIGHAMPTON, Royaume-Uni** – Le coeur du village de Highampton s'est arrêté de battre le 24 février, quand un vétérinaire du ministère de l'Agriculture a confirmé ce que tout le monde redoutait : les moutons de Willy Cleave, un fermier local, étaient atteints de la fièvre aphteuse. Pour empêcher la propagation du virus, son troupeau a été abattu et brûlé dans les plus brefs délais.

Peine perdue. Trois semaines plus tard, Highampton, cerné par des dizaines de fermes contaminées, est devenu l'épicentre d'une des zones les plus chaudes d'Angleterre. Sous un crachin déprimant, le village paraît pétrifié. La vie semble s'être subitement interrompue dans ce patelin du Devon, un comté du sud-ouest de l'île, pittoresque en d'autres circonstances avec ses collines vertes et ses moutons blancs.

Sur les routes de campagne désertes, on distingue au loin des colonnes de fumée qui s'élèvent dans le ciel gris. Pour plusieurs fermiers, l'odeur vaguement écoeurante des animaux qui brûlent pendant de longues heures constitue un rappel constant que la menace est là, tout près, à quelques kilomètres à peine de leur propre bétail. Pour d'autres, il est déjà trop tard.

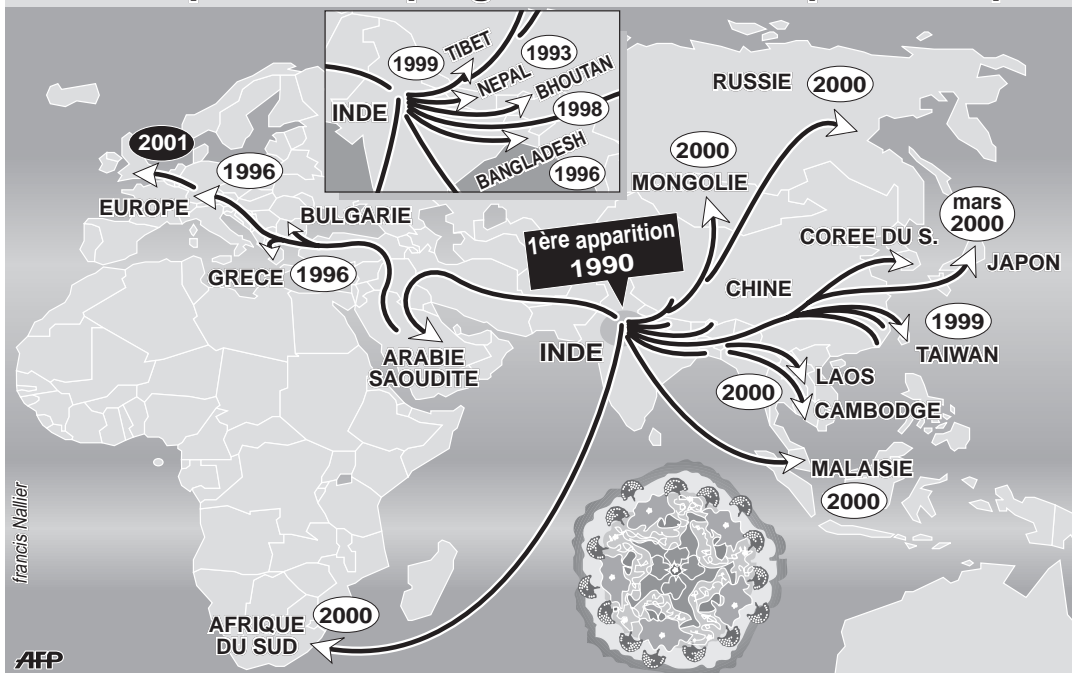
Comme au temps de la peste noire, les fermiers ont peur de leurs propres voisins et s'isolent sur leurs terres, carrément coupés du reste du monde. Ils ont placé des barrières et des avertissements, souvent peints en grosses lettres rouges, aux limites de leurs champs : « Accès interdit. Fièvre aphteuse. » Devant les barrières, ils ont quand même pris soin de poser des seaux remplis de désinfectant. Au cas où.

Mais les visiteurs sont peu nombreux à y tremper leurs bottes. Ici, plus de facteur, plus de laitier, plus d'autobus d'écoliers, plus de collecte d'ordures. Tout est bouclé. L'église a fermé ses portes jusqu'à Pâques. Les marchés et les petits magasins sont déserts. Les médecins et les vétérinaires vont même jusqu'à brûler leurs sarraus et à changer de vêtements après avoir visité une ferme contaminée.

Les enfants, comme leurs parents, sont confinés à la maison. Près de la moitié des bancs de l'école primaire sont vides depuis maintenant trois semaines.

« On ne prend pas de risque, vous comprenez », dit Julie Isaac, une fermière du coin. Depuis le début de la crise, ses deux enfants n'ont pas le droit de franchir une limite tracée à l'entrée de la ferme par un monticule de paille imbibée de désinfectant.

## Fièvre aphteuse: la progression du virus panasiatique



Jour après jour, bonbonne à la main, M<sup>me</sup> Isaac arrose la paille et fait le guet devant ses terres, situées à moins d'un kilomètre de celles de Willy Cleave, où tout a commencé.

Malgré tous ses efforts, M<sup>me</sup> Isaac sait que le vent n'a pourtant qu'à souffler du mauvais côté pour que ses vaches soient infectées et conduites droit au bûcher. Le travail d'une vie serait alors réduit en cendres. « Tous les matins, quand nous nous réveillons, nous nous demandons si nos animaux seront atteints. C'est très inquiétant. Mais j'essaie de vivre un jour à la fois. Il ne faut pas trop penser à ce qui risque d'arriver. »

Tous ne sont pas aussi stoïques. Dans le seul comté de Devon, où se trouve le village de Highampton, la police a saisi les armes à feu de cinq agriculteurs qui menaçaient de se suicider. Des lignes d'écoute ont été mises sur pied pour les fermiers en détresse.

Les groupes de soutien psychologique s'inquiètent surtout pour ceux qui, après avoir transformé leur ferme en forteresse, sont frappés par le virus. Les mesures d'urgence établies par le gouvernement les empêchent alors de sortir de leurs terres pendant toute une semaine, les privant de tout contact avec le monde extérieur.

L'épizootie de fièvre aphteuse se propage au moment où l'agriculture britannique, à peine remise de l'épisode de la vache folle, subit la pire crise économique de son histoire. La plupart des agriculteurs du pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Pour certains d'entre eux, déjà sur la corde raide, c'est un coup dur de trop. Un premier fermier a été retrouvé pendu la semaine dernière, au pays de Galles.

À Highampton, où tout le monde dépend de l'agriculture locale, la fièvre aphteuse signifie souvent la ruine. « Le village est mort », dit tristement Adrian Edwards, propriétaire du Farm Shop, une petite boucherie située au bord de la route menant au village. « Habituellement, les gens d'ici rient beaucoup, ils font toujours des blagues. Mais plus maintenant. Ils sont tout simplement dévastés. »

Le magasin de M. Edwards est l'un des rares à être ouverts dans les environs. Mieux, ses comptoirs regorgent de boeuf, de porc et d'agneau, qu'il a dû se procurer en dehors de la zone contaminée. Mais il n'y a personne pour acheter ses saucisses maison et ses côtelettes juteuses. « En temps normal, je peux avoir jusqu'à cinq employés pour répondre à la demande. Aujourd'hui, je suis seul, et je me suis tourné les pouces toute la journée. »

### Celui par qui la fièvre arrive

L'atmosphère est glauque au Golden Inn, le pub du village au toit de chaume et aux plafonds bas, construit au XVI<sup>e</sup> siècle. La clientèle habituelle a été remplacée par une dizaine de policiers, dépêchés dans les environs pour surveiller les sentiers interdits au public. Les promeneurs inconscients risquent une amende maximale de 11 500 \$. Bottes boueuses aux pieds, ils enfournent leurs *fish-and-chips* sans dire un mot.

Un reporter allemand lit le journal dans son coin, et un couple de têtes égarées se chauffe près du feu, épiant tous ces étrangers du coin de l'oeil. C'est dans ce silence pesant que Willy Cleave entre en coup de vent dans le pub, saluant bruyamment les gens à la ronde. « Ho, bonjour Willy », répond la serveuse avec chaleur.

Willy Cleave, 44 ans, est celui par qui la fièvre aphteuse est arrivée à Highampton. L'un des plus gros agriculteurs de la région, il a été montré du doigt par le gouvernement et plusieurs grands journaux londoniens comme étant le responsable de la crise qui paralyse la Grande-Bretagne, qui sème la panique en Europe et qui commence à inquiéter le Canada et les États-Unis. Rien de moins.

En février, M. Cleave a acheté 40 moutons dans un marché du nord de l'Angleterre, où s'est développé le premier cas de fièvre aphteuse. Il les a transportés sur près de 1300 kilomètres, jusqu'à sa ferme de Highampton. Ce n'est qu'après avoir vendu des moutons à d'autres fermes, après en avoir envoyé à l'abattoir, et après en avoir exporté en Allemagne qu'il a découvert que son propre troupeau était contaminé. Il était trop tard.

L'agriculture intensive a été beaucoup critiquée depuis le début de la crise et M. Cleave, grand négociant qui possédait du bétail dans une douzaine de fermes de la région, représente tout à fait la tendance. Mais il n'est qu'un bouc émissaire, se plaint-il, les traits tirés par la fatigue. « Je n'ai pas inventé ce virus ! Le gouvernement continue de me blâmer pour quelque chose que je n'ai pas fait. J'ai acheté des moutons en Grande-Bretagne, ils avaient la fièvre aphteuse. C'est une malchance, voilà tout ! »

Les 2700 moutons et 950 vaches de M. Cleave ont été abattus et brûlés. Le plus dur a sans doute été d'entendre les interminables coups de feu provenant de sa ferme, pendant presque une semaine, alors que les animaux tombaient un à un. « C'est fini maintenant. Je ne sais pas ce qui va m'arriver. » Pour les prochains six mois, il n'a pas le droit d'élever du bétail sur ses terres.

M. Cleave a tout perdu. Ou presque. « Il me reste mes trois épagneuls », dit-il d'un ton désabusé. Au pub, il boit sa pinte de bière tiède à la vitesse de l'éclair et ressort aussitôt. Mais il ne se cache pas pour autant. Il visite les fermiers, leur offre de l'aide. « Je ne veux pas avoir l'air de faire la fête au pub. Je garde un profil bas. Mais la plupart des fermiers sont très solidaires. Ils ne m'en veulent pas. »

Pour le moment, les fermiers de Highampton sont trop abasourdis pour chercher un responsable à leurs malheurs. « M. Cleave est un agriculteur très respecté, dit Adrian Edwards, le boucher du village. Il est dévasté, et n'a plus rien à faire, comme les autres fermiers. Sa femme avait 200 moutons de race, qu'elle nourrissait elle-même. C'est un énorme choc pour eux. »

« C'est difficile, mais nous allons continuer, dit M. Cleave. L'agriculture, c'est ce que nous avons toujours fait. C'est toute notre vie. » Ses voisins n'auront pas tous les reins assez solides pour en faire autant. Plusieurs sont déjà à vendre leur ferme et à faire leurs valises. À Highampton, un virus microscopique aura réussi à remettre en question le mode de vie de toute une communauté. Et quand les bûchers auront disparu, rien ne sera tout à fait comme avant.

# Le calvaire du Kivu

KINSHASA — «Quand tu vois ce que les Tutsis ont fait chez nous! Les viols, les massacres, les pillages, papa! On était très, très nombreux à fuir Bukavu quand la guerre est venue chez nous, à partir du Rwanda, en 1996. Il y avait des Hutus réfugiés, mais aussi des Congolais, dépossédés et chassés du Kivu par les soldats fous de Kagame. Beaucoup sont morts en route, des femmes violées, des hommes fauchés à la mitraille, des enfants et des vieillards tombés de faim et d'épuisement. Je suis la seule de ma famille à avoir survécu.»

Voix passionnée, ton intensément rageur, débit intarissable, Mungoli Muta-besha distille ses horribles souvenirs avec une incroyable clarté, mêlant swahili, français, lingala, kikongo, kinyarwanda, et même du portugais, mais séparant les détails avec précision.

Chaque soir au Centre d'accueil protestant, où vit à Kinshasa un de ses oncles procureur de la République, cette petite femme de 22 ans, drapée de magnifiques pagnes aux couleurs vives, ressasse les mêmes détails, se parlant presque à elle-même, comme une vieille solitaire.

«Des soldats rwandais ont voulu me tuer, croyant que j'étais une réfugiée hutue. D'ex-soldats de Mobutu et des miliciens de Kabila m'ont sauvée. Le curé de ma paroisse de Walungu est mort avec nous en cours de route. J'ai mis sept mois à arriver jusqu'à Kinshasa à pied et j'ai été recueillie par les services de l'Église catholique. Kabila père nous a abandonnés aux Tutsis du Rwanda. Quand l'ONU a voulu enquêter, il a bloqué l'ONU. Et maintenant qu'il est assassiné, c'est les gens du Kivu qu'on pourchasse à Kinshasa!» reprend-elle de plus belle.

«Ah, tu te défoles, mama, tu en as gros sur le cœur. Mais tu dois aussi réfléchir. Sous Mobutu, le Congo a dérangé tous ses voisins. Il a aidé l'Unita de Jonas Savimbi contre l'Angola, il a laissé les Français installer les Hutus au Kivu avec l'Opération turquoise. Eh bien, maintenant, les voisins se vengent», rétorque Umba-di-Malanda Tito, ingénieur de Boma, ville portuaire à l'embouchure du fleuve Congo, sur l'Atlantique.

Umba jette sur Mungoli un regard incrédule. «Mais où as-tu appris toutes ces langues, tu es si jeune, et tu connais tellement de choses», s'enquiert-il.

«Le swahili, c'est ma langue, le français j'ai appris à l'école, mais à Bukavu on parle aussi le kinyarwanda. Le lingala, je l'ai appris à Kinshasa. Il le fallait pour survivre. Je connais bien les militaires kivutiens ici, et ils ont des amis qui ne parlent que le lingala. Le kikongo, j'ai appris au Bas-Congo, que j'ai traversé pour aller en Angola. J'ai vécu plus d'un an en Angola et j'ai même été formée comme policière. Mais je ne veux pas être policière à Kinshasa; ils me demanderont d'arrêter les gens du Kivu, et ça je refuse», répond-elle.

«Mais tu dois réfléchir à ton avenir, mama, tu es encore jeune, tu es très intelligente, tu as eu la chance de survivre quand beaucoup sont morts, tu ne dois pas gaspiller cette chance», reprend Umba, qui veut aussi que l'envoyé de *La Presse* vienne visiter Boma, «la première capitale de l'État libre du Congo, au temps du roi Léopold, où l'on voit encore le Baobab de Stanley, l'explorateur anglais qui travailla pour Léopold».

Interrogé dans ses bureaux du Groupe Jérémie à Kinshasa, le père Rigobert Minani, jésuite du Kivu formé à Montréal, commente: «L'histoire de cette jeune femme, c'est celle de dizaines de milliers d'autres qui ont subi le même calvaire, parfois pire. Et ça continue, et c'est ce que nous dénonçons chaque jour.»

Son groupe, qui s'emploie à «couvrir l'Est occupé à partir de Kinshasa», est ainsi nommé «parce que Jérémie était un prophète de la justice sociale», dit-il.

«La soi-disant rébellion n'a jamais existé, affirme-t-il, ni même l'AFDL — Alliance des forces démocratiques de libération — que Kabila dirigeait quand il a pris le pouvoir à Kinshasa en 1997. L'AFDL fut créée de toutes pièces par les Rwandais et les Ougandais pour couvrir leur occupation du Congo. Quand Kabila s'est retourné contre eux, ils ont créé le RCD — Rassemblement congolais pour la démocratie —, et le Mouvement de libération du Congo (MLC), peuplé d'ex-mobutistes.»

«C'est leur nouveau AFDL, poursuit le père Minani, c'est caricatural, puisque vous avez des Congolais d'extrême droite et d'extrême gauche dans les mêmes mouvements! Ils furent recrutés du jour au lendemain. Ce sont des associations de malfaiteurs dont l'unique projet, c'est de rançonner et de massacrer les populations locales, pendant que leurs parrains occupent et colonisent l'Est à long terme.»

Le fougueux jésuite se félicite cependant d'une «mutation du leadership au Kivu, avec la société civile et les Églises qui résistent un peu plus chaque jour». Il parle aussi des Mai Mai, guerriers qui se croient «invulnérables aux balles comme l'eau». «Ils sont dans la tradition muléliste et gizenguiste, courants proches de Lumumba qui résistèrent à Mobutu dans les années 1960, et maintenant ils ne sont pas tous des paysans, il y a aussi des intellectuels parmi eux.»

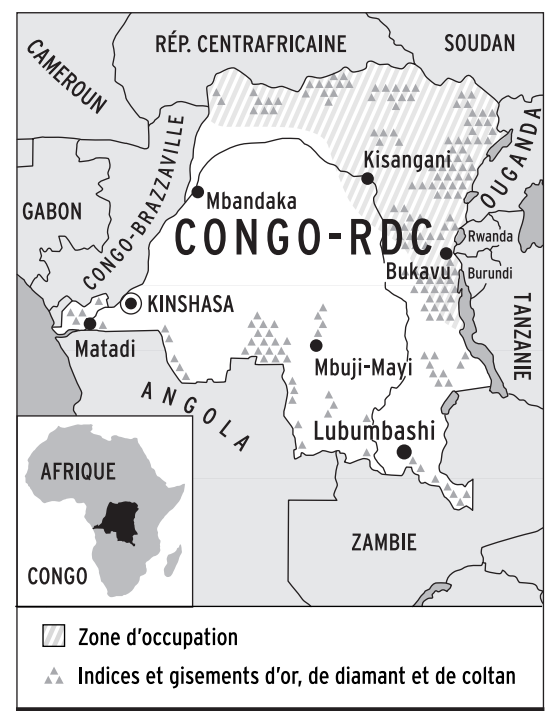
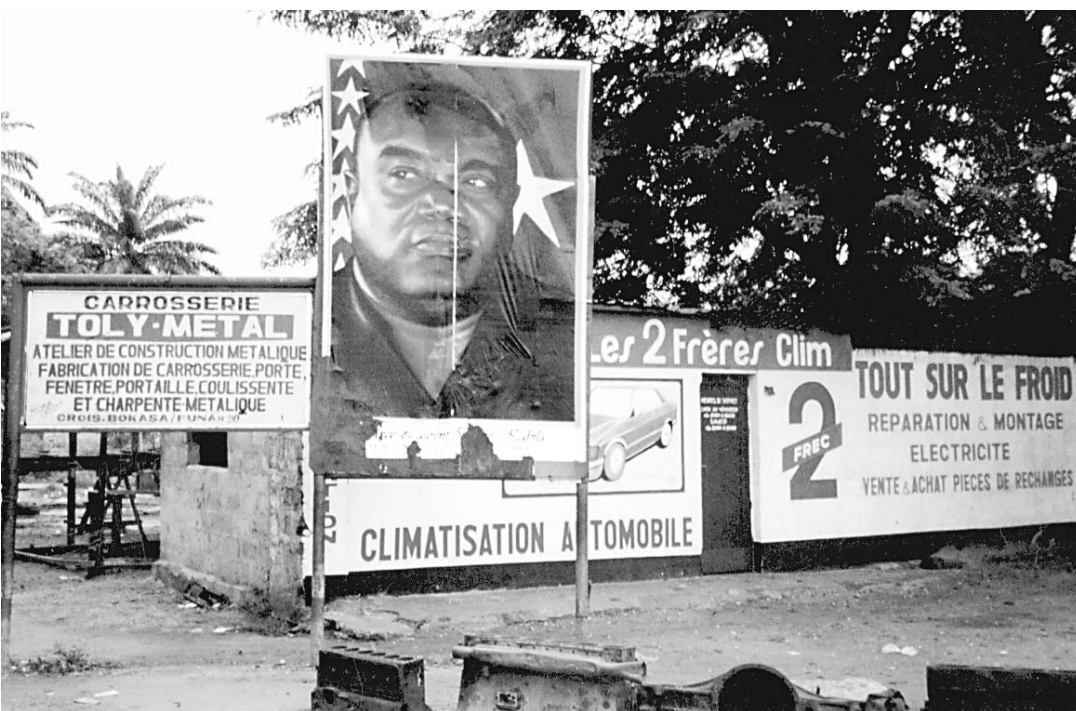
Un soir, Mungoli Mutabesha est venue au CAP faire ses adieux; elle repartait le lendemain pour l'Angola «faire une carrière de policière».

## Poursuivant le récit de son reportage au Congo-Kinshasa après l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila, notre envoyé spécial Jooneed Khan rend compte aujourd'hui de témoignages sur l'occupation et le pillage de l'est et du nord du pays.



Photos JOONEED KHAN, La Presse

Le contraste est criant (photo du haut) entre les grands enjeux économiques de la guerre qui fait rage au Congo et la pauvreté des habités des marchés populaires de Kinshasa. À gauche, le souvenir de Laurent-Désiré Kabila est encore bien présent à Kinshasa.



# La guerre des minerais



KINSHASA — «La guerre contre le Congo est une guerre de pillage», affirme d'emblée Mbaka Kawaya, le vice-ministre des Mines.

Au troisième étage de son ministère, privé de titulaire depuis des mois, il pose sur sa table de travail une série de cartes indiquant que l'Est et le Nord occupés par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi sont les zones où l'on trouve les gisements de diamant, d'or et de coltan.

«Les autres minerais comme le cuivre, ou le terril, déchet de cuivre dont on extrait le cobalt, sont trop durs à exploiter, il faut les raffiner, et ils ont moins de valeur», explique-t-il.

«Mais le diamant, l'or et le coltan, on les creuse à même le sol et on les transporte facilement, par hélicoptère et par camion, jusqu'à Entebbe, Kampala, Kigali ou Bujumbura, voire jusqu'à Bangui et Brazzaville», ajoute-t-il.

Bangui est la capitale de la République centrafricaine (RCA), au nord, et Brazzaville celle de la République du Congo (ex-française), à l'ouest.

Le coltan, pour columbium (ou niobium) et tantale, deux métaux de grande densité supportant des températures fort élevées, est très recherché par les technologies de l'aérospatiale, du téléphone cellulaire, de l'informatique et de l'audio haut de gamme.

Columbium et tantale se retrouvent ensemble dans les gisements. «Le prix du coltan a décuplé en 10 ans, passant à 110 \$ US le kg», dit Kawaya, ancien PDG de la Gécamines bousculant volontiers ses fonctionnaires avec un dynamisme de patron du privé. «Pour comparaison, le cobalt se vend 20 \$ US le kg et son traitement est fort coûteux», souligne-t-il.

La guerre du Congo des cinq dernières années, avec ses millions de morts, d'éclapés, de déplacés et de réfugiés, a été une des phases les plus horribles de la mondialisation sauvage en cours.

Des multinationales, dont des canadiennes, ont signé des contrats miniers avec Laurent-Désiré Kabila alors qu'il faisait encore route vers Kinshasa, d'autres ont signé avec

les pays dont les armées pillent depuis 30 mois la moitié riche du pays.

Les compagnies minières utilisent aussi les services d'agences de sécurité privées, «phénomène (qui) suscite nombre d'inquiétudes en regard des droits de la personne et, à plus long terme, des conséquences pour le développement économique et social des pays touchés», affirme un rapport publié l'an dernier par des ONG canadiennes.

«On ne peut nier qu'un soutien de fait existe de la part des puissances occidentales pour la politique des régimes ougandais et rwandais. Cela implique une approbation de la désintégration du Congo», écrit le chercheur belge Erik Kennes.

L'ONU se penche enfin sur la question, et un rapport est attendu dans les prochaines semaines. L'ONG Gestion et Transparence (OGT) de Pierre Lumbi a soumis aux enquêteurs un document accablant les compagnies minières autant que les forces d'occupation et divers réseaux particuliers dans ce pillage massif.

Avec les chiffres des Bourses d'Anvers, le vice-ministre Mbaka a établi des tableaux indiquant que le Congo-Brazzaville, pourtant non producteur, a été gros exportateur de diamant l'an dernier. Il tend aussi un schéma indiquant que le diamant congolais échoue à Anvers soit par le biais de la firme IDI auquel Kinshasa a cédé le monopole des ventes, soit via les pays agresseurs ou la RCA et Israël. Un autre circuit mène en Inde via Dubaï et Maurice.

Son collègue des Affaires étrangères, She Okitundu, ayant fait mention d'une «filiale canadienne», le vice-ministre Mbaka, dont une fille est établie à Toronto, dit «ne pas en avoir jusqu'ici la preuve».

Mais il brandit un document montrant que le Rwanda a honoré la première tranche d'un contrat conclu entre la Somico (Société minière du Congo) et une firme japonaise pour la fourniture de 300 tonnes de coltan par an sur plusieurs années.

«Le patron de la Somico, Mwami Philémon Naluhwindja, a liquidé tous ses biens et quitté le Congo avec sa famille. Selon ce document, il a autorisé le Rwanda à exécuter le contrat et les Japonais ont déjà versé un million de dollars. Or son corps calciné vient d'être découvert à Lyon, en France», dit-il.

Le vice-ministre des Mines avance prudemment dans le contexte de transition entre Kabila père et fils. Mais il mène de front deux autres campagnes: réformer le Code minier et contraindre IDI Diamonds à céder le monopole que lui avait accordé Kabila père pour la commercialisation du diamant congolais.

«La réforme du Code minier suit les conclusions des Premières Journées minières organisées l'an dernier à Kinshasa», dit-il.

«Nous voulons attirer les investissements privés, mais nous voulons aussi, avec la coopération de l'Afrique du Sud, ouvrir le secteur artisanal: il y a beaucoup de mines abandonnées ou isolées qui n'intéressent plus les grosses compagnies. Nous voulons intéresser les populations locales, tout en sauvegardant l'environnement», explique-t-il.

En fait la reprise en main des exportations de diamant passe par la fin du monopole d'IDI Diamonds. Car selon les experts, ce contrat permet à IDI d'acheter au rabais, ce qui pousse les détenteurs de diamants de meilleure qualité à vendre leurs cailloux ailleurs, à Brazzaville et à Bangui.

C'est en juillet 2000 que Kabila accorda pour 18 mois le monopole de l'achat et de la vente du diamant à IDI Diamonds, propriété de Dan Gertler, petit-fils du directeur de la Bourse de diamant de Tel-Aviv. Profitant de l'absence du ministre des Mines, il fit signer le contrat par son collègue de l'Environnement.

Or la vraie grande rupture opérée par Kabila fils après la mort de son père a été la libéralisation du commerce du diamant. Le vice-ministre Mbaka voulait aussitôt rouvrir les comptoirs, dit-on, mais le nouveau président confia la renégociation du contrat au ministre de l'Économie, Grégoire Bakandje.

Convoquée par le ministre, IDI Diamonds a répondu avec une lettre de son avocat israélien disant, en substance, qu'il n'y avait rien à renégocier et que le contrat devait être honoré tel quel. «C'est une affaire qui se règlera devant les tribunaux», a confié Mbaka à *La Presse*.

Selon des documents obtenus par le quotidien *Le Potentiel*, IDI Diamonds achète aussi des diamants de l'UNITA, ce qui mécontente au plus haut point l'Angola, allié de Kinshasa.

Les journalistes étrangers au Congo veulent tous visiter Mbuji Mayi, la capitale nationale du diamant, dans la province du Kasai oriental, aux mains des forces alliées.

Mais comme pour toutes les destinations à partir de Kinshasa, que desservent de petites lignes aériennes, il faut des autorisations spéciales du ministère de l'Intérieur. Et les vols sont très aléatoires.

Ceux qui s'y sont rendus font tous le récit d'une ruée de petits creuseurs au fond de puits de plusieurs centaines de mètres, de femmes porteuses d'eau, de comptoirs d'achat tenus pour beaucoup par des Libanais.

Les témoignages des zones occupées de l'Équateur, de la province orientale, du Kivu et du Maniema font plutôt état de populations locales obligées au bout du fusil, comme des esclaves, de creuser le coltan pour le compte des forces d'occupation.

DEMAIN: La société civile et l'ONU

# Gilles Baril, conspirateur de l'an 2001



DENIS LESSARD

QUÉBEC — Rebondir. Pour un politicien c'est souvent être réélu après une défaite amère, pour un ministre déchu, c'est être rappelé à faire partie du gouvernement. Les exemples ne sont pas légion, mais on en trouve facilement.

Cependant, personne ne pourra se vanter d'avoir « rebondi » comme Gilles Baril.

À 43 ans, le député de Berthier vient de devenir un acteur d'avant-plan au sein du gouvernement de Bernard Landry : ministre d'État aux Régions, ministre des Régions, ministre de l'Industrie du Commerce et du Tourisme, du Loisir et du Sport. Responsable aussi de l'organisation électorale, Gilles Baril est subitement catapulté parmi les gros canons.

Mais il y a 15 ans, celui qui était couvert d'honneurs à la cérémonie de prestation de serment était un tout autre homme. Après quelques années d'une vie éclatée qui l'avait peu à peu fait sombrer dans les pires excès, Gilles Baril, en 1986, tournait définitivement le dos à la cocaïne et à l'alcool, un coup de barre qui ne s'est jamais démenti depuis.

Avant ce virage, « je ne lui aurais pas confié de grandes responsabilités », souligne Yvon Picotte, l'ancien ministre libéral, qui a succédé à son ami Gilles Baril comme directeur du centre d'aide aux alcooliques et toxicomanes de Lanoraie, le Pavillon du Nouveau Point de vue. « Mais avec tout ce qu'il a traversé, je dirais maintenant qu'il sera le ministre le plus fiable pour Bernard Landry. Quand on change ainsi de mode de vie, qu'on opte pour une rigoureuse honnêteté, on sait qu'on ne peut plus être « phony »... bluffer les gens », a résumé M. Picotte lui aussi d'une absolue sobriété depuis des années.

Gilles Baril carbure désormais au jus de tomate dans les réceptions, fait quelques « partages » chaque année aux réunions d'Alcooliques anonymes, aux quatre coins du Québec — cette filière est importante, confie ses amis. « Une des forces de Gilles Baril est sa capacité de pénétration dans ces réseaux intangibles, au-delà des filiations politiques. Il y a pas mal plus d'alcooliques anonymes et d'anciens toxicomanes que de membres du Parti québécois au Québec », résume François Houle, un ami de longue date.

Dès qu'on l'interpelle pour un jeune en détresse, sa générosité transparait : quelques heures, quelques coups de fil lui suffisent à trouver une place, quelque part, dans un centre de désintoxication. Et quand quelqu'un est démuné, on oublie le tarif... « pour la facture... on arrangerait ça plus tard », dit-il invariablement. « Quand on m'interpelle pour ce genre de problèmes, la réponse vient pas mal vite », se contentait de dire Baril cette semaine.

Il a gardé ses amis des années difficiles qui hantaient les cabinets des ministres péquistes au début des années 1980. Tous reconnaissent que derrière ses excès de jeunesse, sa détermination était déjà évidente. « Gilles, c'est le gars qui veut tout le temps... Après toute une journée, à six heures le soir, il veut encore... à minuit il veut encore. Et à la première heure le lendemain, c'est la même chose. Il veut faire avancer ses dossiers, que cela marche... », explique Robert Filion, un vieux copain. Des journalistes l'ont constaté l'automne dernier ; depuis Sydney où il assistait aux Jeux olympiques. En pleine nuit pour lui, Baril multipliait les coups de fil au Québec simplement pour commenter un rapport sur la Protection de la jeunesse.

Baril s'est toujours décrit comme « beau ascendant beau » en astrologie — en fait il est Bélier, il demande d'ailleurs aux gens de quel signe ils sont.

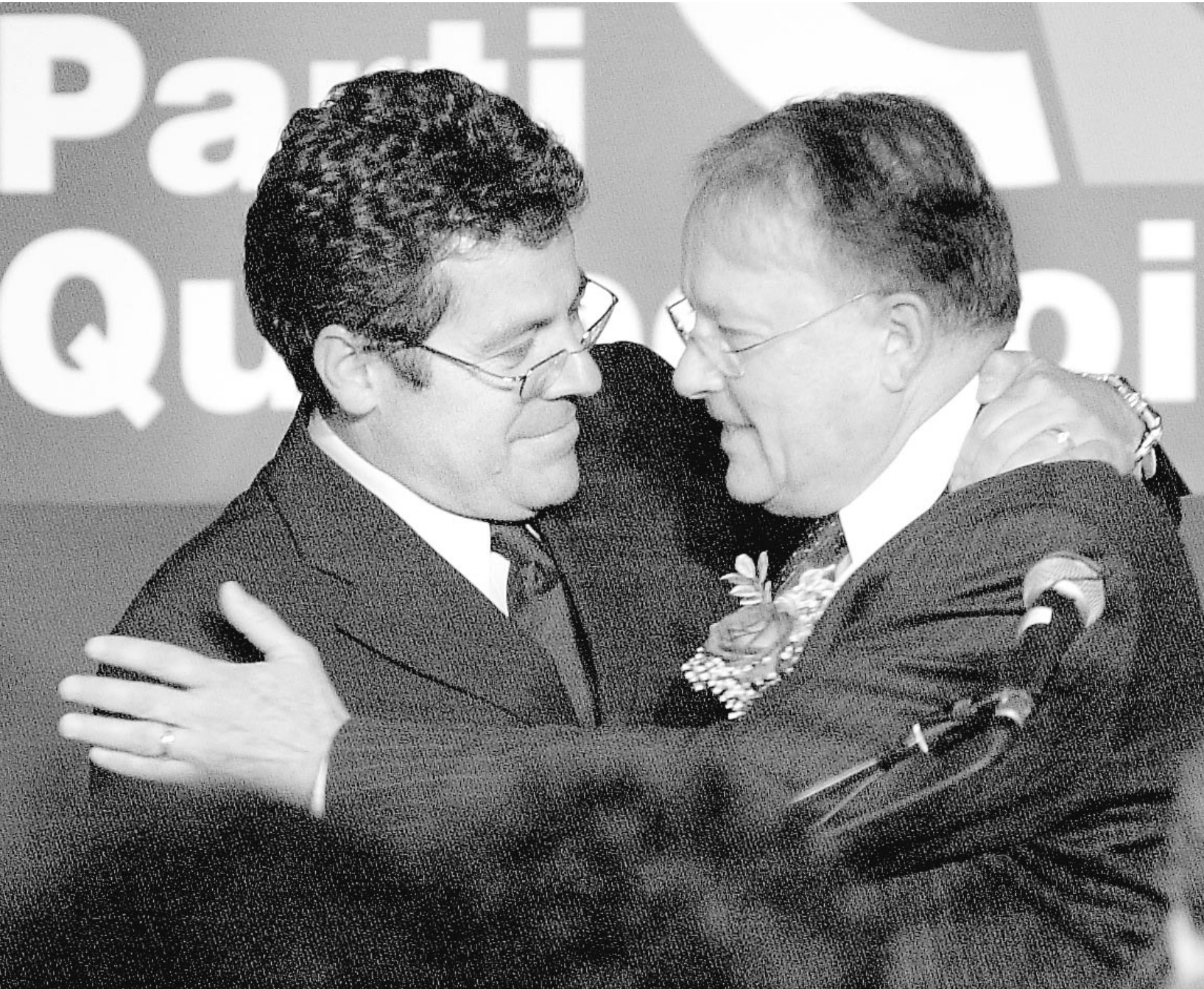
Le jeune ministre est loin d'être un intellectuel. « Ce n'est pas le gars qui va tourner du papier dans son bureau, il aime être sur le terrain, derrière le micro, faire des discours, rencontrer des gens », observent tous ses proches. Dès ses premières heures aux Régions, il a pris directement le téléphone pour établir ses contacts : à l'Association des régions on était davantage habitué à des coups de fil de la secrétaire de la sous-ministre.

Cette probité et cette détermination se transposent dans le travail, croit Picotte. « Je suis convaincu qu'il dira aux fonctionnaires : Faites tout ce que vous pouvez pour aider tel groupe, mais pas au mépris des normes gouvernementales. » Mais d'entrée de jeu, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, avait jugé inquiétant qu'on confie au même homme le portefeuille de subventions de l'Industrie et du Commerce et la responsabilité de l'organisation électorale — les subventions risquent d'aller aux copains, croit-il.

« D'abord c'est exagéré de dire que je suis responsable de l'organisation, c'est la permanence du parti qui s'occupe de ça », répliquait Baril cette semaine en entrevue. Mais surtout, insiste-t-il, il ne sera pas question que l'aide soit distribuée à l'aune des filiations politiques. « Je travaille avec tous les députés, quelle que soit leur allégeance. Ceux qui veulent faire avancer les régions me trouveront de leur côté », promet-il.

Peut-être à cause de ses dérapages passés, Baril paraît maintenant obnubilé par la rectitude politique : « Il vérifie, il contrevérifie, il est déterminé à ne pas faire de gaffes », confie un apparatchik politique. Il évite même d'être vu dans la rue avec un journaliste pour ne pas être accusé d'être à la source de fuites embarrassantes. Il va jusqu'à envoyer des scribes sur de fausses pistes, de crainte qu'une annonce importante ne soit éventée. Il a aussi joué un rôle déterminant dans l'arrivée du tennisman Richard Legendre au gouvernement.

Après de multiples interventions de Bernard Landry, Lucien Bouchard avait accepté de le nommer ministre en décembre 1998, mais avec un clin d'oeil : il l'avait placé comme délégué à la Santé, sous les jupes de Pauline Marois. Cette dernière, de plus, lui affecta un de ses disciples, Pierre D'Amour, comme chef de cabinet. Pauline Marois encore aujourd'hui n'a toutefois que des bons



Gilles Baril a sérieusement pris du galon depuis l'arrivée de Bernard Landry comme premier ministre du Québec.

BERNARD BRAULT, La Presse

## Le guide des titres ministériels pour les nuls

**La formation du gouvernement de Bernard Landry a ajouté à la complexité de la structure du Conseil des ministres. Comment Gilles Baril, par exemple, peut-il être à la fois ministre d'État aux Régions et ministre des Régions ?**

C'est qu'au-delà de ses responsabilités à l'endroit d'un ministère précis, le premier ministre attend de lui qu'il conserve sur l'ensemble des activités gouvernementales une préoccupation à l'endroit des régions, explique l'ancien mandarin Louis Bernard qui, en 1976, avait mis en place des « ministres d'État » pour le premier gouvernement Lévesque.

« Il y a eu toute une évolution. À l'époque ces ministres faisaient la coordination d'un secteur », d'expliquer M. Bernard. Par la suite, sous Lucien Bouchard, les « ministres d'État » étaient ceux qui chapeautaient certains collègues, des « ministres délégués » sans pouvoir de signature, c'est-à-dire qui ne peuvent pas engager des fonds publics.

Dans le gouvernement Landry, le titre de ministre d'État désigne les membres du comité des priorités — un groupe restreint du Conseil des ministres, qui réunit les acteurs les plus influents.

Les ministres en titre exercent les fonctions que leur attribue la loi qui a mis en place leur ministère. Les ministres « délé-

gués » sont des ministres « à part entière, qui ont pour rôle de seconder les ministres qui exercent les fonctions les plus importantes. La plupart d'entre eux exercent leur tâche sous la direction d'un autre ministre », indique le guide remis aux ministres par le conseil exécutif.

Tous ces ministres — d'État, en titre ou délégués — ont le même traitement, soit l'indemnité de base de tous les députés, 71 714 \$ par année actuellement, plus une prime de 75 % de cette indemnité pour un total de 125 500 \$. S'ajoute une allocation de dépense non imposable, attribuée à tous les élus : 12 789 \$. Les ministres ont en plus une prime de 800 \$ par mois pour des frais de fonction.

L'innovation du dernier gouvernement, les secrétaires d'État, « sont des adjoints parlementaires affectés à un mandat particulier », note le même document.

Ils ont la même prime qu'un adjoint parlementaire (20 %). Ces secrétaires d'État, « siègent au Conseil des ministres lorsqu'il est question d'une matière qui les concerne. Ils ont alors le même droit de parole qu'un ministre ».

On leur a accordé un budget annuel maximum de 160 000 \$ pour le personnel de leur cabinet, la location d'une voiture et l'embauche d'un chauffeur qui n'a pas le statut de garde du corps, dit la note. « Ils doivent obtenir l'autorisation du chef de cabinet du premier ministre pour la location de la voiture et l'embauche du chauffeur », ajoute-t-on.

mots pour Gilles Baril. De « Ti-Cul Baril », son surnom en Abitibi, à monsieur le ministre, son parcours est carrément stupéfiant. Enfant adopté — une donnée importante dans sa vie —, il étudie vaguement le journalisme et les sciences sociales à l'Université de Moncton ; son curriculum vitae parle de « d'études », mais jamais de diplôme. Gilles Baril est rapidement aspiré par la vie excitante du milieu artistique montréalais, qui lui fait vite oublier de travailler à son bureau de comté à Rouyn. Il se lie d'amitié avec des gens comme Claude Dubois qui « montera » le voir à Rouyn sur sa Harley. Il enregistre même un disque : *Rock and rêve*, une chanson où, bien avant Internet, les e-mail et les cellulaires, on évoque l'importance du « virage technologique » sur la communauté mondiale.

**Gilles Baril carbure désormais au jus de tomate dans les réceptions.**

Ses frasques avec ses potes sont rocambolesques : il fait une virée en Californie pour rencontrer Steve Wozniak, le génie derrière Apple et le gourou de toute une génération qui veut organiser un grand rassemblement virtuel des jeunes du monde entier ; Baril et Sylvain Vaugois proposent le Stade olympique comme serveur... En passant, il rencontre Margot Kidder — la blonde de Superman — qu'il convainc de passer avec son mari, Philippe de Broca, au Festival international du film de l'Abitibi-Témiscamingue. Et tant qu'à y être, on amènera Muhammad Ali aux Championnats sportifs du Québec à Rouyn. « On l'avait convaincu en lui promettant une visite de LG-2 », rappelle Gilles Baril.

C'est l'époque des *Enfants du Verseau* et des *Conspirateurs de l'an 2000* de Marilyn Ferguson — « deux livres importants » pour Baril « qui blaguent ses copains — il a deviné plus récemment les *Bâtards de Voltaire*, de John Saul.

C'est aussi le moment où des projets en apparence irréalistes prennent naissance. C'est l'époque de l'Année internationale de la jeunesse, René Lévesque crée pour l'occasion un Conseil permanent, des subventions donnent naissance à un projet utopique en apparence... le Cirque du Soleil.

Déjà Baril voulait faire une longue carrière politique, il faisait beaucoup pour être remarqué par les aînés », se souvient Filion. « Les projets n'étaient pas définis trop précisément, il ne doit pas rester bien des archives », dira ironique François Houle, alors

leader étudiant, proche du groupe. Dans la préparation du premier sommet québécois de la jeunesse, le clan des rêveurs se fera putscher par des jeunes plus organisés — les leaders étudiants, les jeunes de la Société Saint-Jean-Baptiste, et même des jeunes libéraux dirigés par Pierre Ancil. Pour Houle d'ailleurs, il y a un peu de légende autour des « problèmes » du jeune Baril. « C'était un foireux, comme on l'était tous à l'époque. Il a eu une déprime après la défaite de 1985, mais il n'a jamais eu de vrais problèmes de comportement », estime Houle.

À Gilles Baril, René Lévesque, préférera un autre jeune, beaucoup plus discipliné, Jean-Pierre Charbonneau, qui deviendra son porte-parole jeunesse. Un peu par dépit, Baril se rapproche alors de Bernard Landry qui le fait nommer adjoint parlementaire, une fidélité intacte 15 ans plus tard. Quand l'un des fils de M. Landry connaîtra des heures difficiles quelques années plus tard, la réhabilitation de Gilles Baril sera un puissant exemple. Mathématicien, Philippe travaille désormais pour une l'emploi d'une multinationale allemande.

Au scrutin de 1985, le verdict tombe, sévère, le jeune député est battu. La vie facile s'évanouit mais il ne peut l'admettre. Avec son indemnité de départ en poche, Baril et une poignée de complices se retrouvent pendant un an en Amérique du Sud, où la coke n'est pas chère, et la vie facile. Apôtre de la réhabilitation, en 1991, Baril racontera toutes ses tribulations dans un livre poignant : *Tu ne seras plus jamais seul*.

Son retour au Québec est brutal. Un emploi à la radio ne le détourne pas de sa tendance à faire la noce. En novembre 1986, il frappe son mur... son vieil ami Sylvain Vaugois le persuade d'entrer en cure de désintoxication, Pierre Péladeau tire des ficelles pour lui simplifier les choses.

Après 28 jours de cet isolement émergera un Gilles Baril beaucoup plus proche de celui qu'on connaît aujourd'hui. Mais ce n'est pas pour autant la fin des épreuves. Après quelques investissements chanceux, des mauvais placements le plongent dans la dette. Grâce à ses contacts, dont Bernard Landry, il finit par trouver un emploi potable.

Il tâte à nouveau de la politique, dans l'est de Montréal. Après des mois de travail ingrat, il devient candidat dans Bourget, l'ancienne circonscription de Camille Laurin, en 1989. La défaite est creve-coeur — il lui manque 132 voix. Il ne désarme pas jusqu'en 1994, alors qu'il encaisse un nouveau revers : les chances du PQ étant bien meilleures, M. Laurin veut reprendre Bourget. Et Jacques Parizeau ne peut refuser la demande de son ancien compagnon d'armes.

Devenu entre-temps directeur d'un centre de désintoxication, le Pavillon du Nouveau Point de vue, dans Lanaudière, il atterrit à Berthier, le comté où il décide de tenter sa chance, avec succès cette fois.

Par contre son voisin est imposant : Guy Chevrette règne depuis longtemps sans partage sur la région. Le jeune protégé de Bernard Landry aura des bagarres épiques avec le vétéran de Joliette. La plus retentissante sera sans conteste le déménagement du siège social d'une commission scolaire de Joliette à Berthier. Les deux péquistes, chacun dans leur fief, se dénoncent à qui mieux mieux en conférence de presse. Baril aura d'autres luttes moins publiques avec Michel Bellehumeur, le bloquiste local apprécié de Lucien Bouchard, qui aimerait bien faire le saut sur la scène provinciale. Mais avec la formation du gouvernement Landry, Baril apparaît clairement comme inamovible, pour bon nombre d'années...

« L'histoire de Gilles, c'est le plus beau retour qu'on puisse imaginer. Les gens le pensaient fini... il a prouvé le contraire. Après, ses détracteurs le cantonnaient comme le ministre des « poqués », il vient encore de leur démontrer qu'ils se trompaient », conclut François Houle.

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

17 mars 2001

Page B6 manquante

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

17 mars 2001

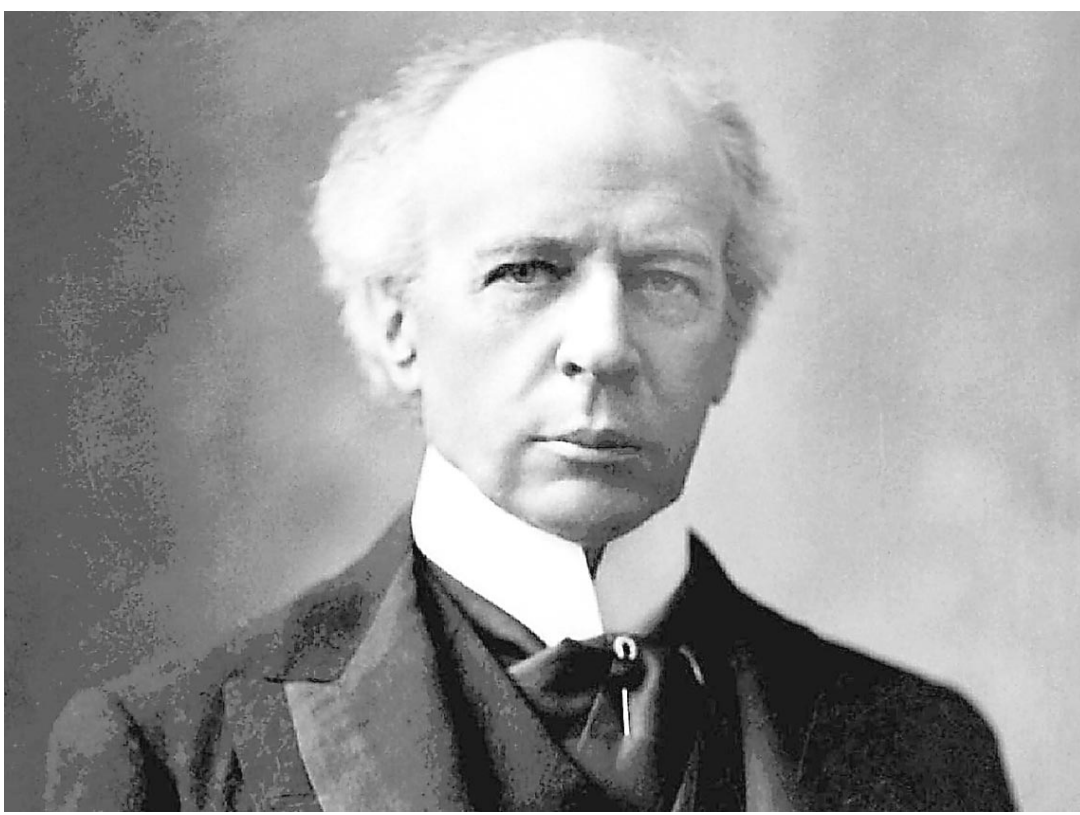
Page B7 manquante

# Les trouvailles d'un historien-détective

Wilfrid Laurier fut souverainiste avant de diriger le Canada



GÉRALD LeBLANC



Wilfrid Laurier, en 1896.

L'historien Paul Stevens prépare une biographie de Sir Wilfrid Laurier, premier ministre de 1896 à 1911 et premier francophone à diriger le Canada, qui en a fait son modèle de la bonne entente.

« Stevens a découvert des documents démontrant que le premier francophone à diriger le Canada était opposé à la Confédération de 1867 et souhaitait que le Québec ait son propre gouvernement », lisait-on dans le communiqué annonçant la conférence donnée mercredi après-midi par le professeur Stevens.

Il n'en fallait pas plus pour que tout le monde s'intéresse aux recherches de ce spécialiste des partis politiques du Canada, professeur à l'Université York de Toronto.

Avant de parler de ses conclusions, quelques mots de la méthode de notre historien qui s'est souvent retrouvé dans la peau d'un détective exhibant des témoins qu'on croyait à jamais disparus.

Wilfrid Laurier, né à Saint-Lin dans les Laurentides d'une famille de cultivateurs, fut avocat, diplômé de McGill, journaliste et député à Québec avant de faire carrière à Ottawa.

Défait aux élections de 1911, il remit ses dossiers à l'Université Queen's et c'est l'historien Skelton qui fut chargé de rédiger la biographie officielle de l'ancien premier ministre.

Quand le Parlement fut détruit par les flammes en 1916, cette documentation fut épargnée mais celle couvrant la période de 1911 à 1916, alors que Laurier était chef de l'opposition officielle, disparut dans l'incendie.

On ne connaissait, d'autre part, que deux numéros du journal *Le Défricheur*, dirigé par Laurier avant son entrée en politique, l'un détenu par T. S. Willison, éditeur du *Toronto Globe* avant sa fusion avec le *Toronto Mail*, et l'autre cité dans le dictionnaire des biographies canadiennes.

Cette dernière citation, tirée de la parution

du 7 mars 1867, laisse peu de doute sur l'opposition de Laurier à la création du Canada: « La confédération est la seconde étape sur la route de l'anglicisation orchestrée par Lord Durham. On nous livre à la majorité anglophone. »

### Trois importantes découvertes

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les trois importantes trouvailles de notre historien-détective.

— la correspondance entre Wilfrid Laurier et l'avocat Lughton MacCarthy, qui dormait dans une armoire de la firme MacCarthy & MacCarthy de Toronto.

— la correspondance entre Laurier et sa femme, Zoé Lafontaine, stockée dans une armoire du musée qui lui est consacré à Arthabaska, sa ville d'adoption.

— une collection complète du journal *Le Défricheur* qu'un avocat de Drummondville fit parvenir au professeur Stevens qui avait

lancé un avis de recherche dans l'hebdo régional.

L'historien parle de ses découvertes comme de vrais trésors dont il entend tirer profit dans le livre sur lequel il travaille depuis une dizaine d'années et qui paraîtra bientôt, d'ici un an espère-t-il, aux éditions Oxford University Press.

Il souligne l'importance de Zoé Lafontaine pour tempérer les ardeurs libérales et anticléricales de son mari, qui eut maille à partir avec le clergé ultramontain de l'époque.

Il entend aussi examiner l'influence — pas tant au lit que dans la vie, précise-t-il — d'une autre femme, Émilie Lavergne, que Laurier aimait bien, malgré ou à cause de son fils Armand, qui était peut-être aussi le sien.

Le jeune Lavergne, député nationaliste et disciple d'Henri Bourassa, avait invité le « prestigieux vieillard à se retirer parmi ses arbres et ses livres d'Arthabaska ». Suite à quoi Laurier avait écrit à un ami : « Sa suggestion à l'effet que je devrais me retirer

tombe comme un cheveu dans la soupe, mais vous savez ce que je pense de ce jeune insubordonné et l'affection que je lui porte en dépit de ses lubies. »

### Laurier le Québécois

Revenons à notre point de départ : les convictions souverainistes du jeune Laurier.

« Laurier est devenu le symbole du premier vrai Canadien que l'on aime exhiber, surtout en période de crise d'unité nationale. Je ne veux pas le descendre de ce piédestal canadien, mais montrer qu'il était un personnage beaucoup plus complexe, d'abord un Québécois.

« La lecture du journal *Le Défricheur* — j'ai dû m'enseigner le français pour passer à travers, confie l'historien-détective — ne laisse aucun doute sur les sentiments de Laurier : il voulait plus d'autonomie à l'endroit de la Grande-Bretagne et l'entière autonomie du Québec à l'endroit du Canada.

« La confédération devenue un fait accompli, l'engagement de Laurier sur la scène canadienne s'inscrit dans une stratégie de la survie francophone. Il savait que la majorité anglophone imposerait sa volonté si l'on ne trouvait pas un terrain d'entente avec elle. »

Ces nouveaux témoins, notamment la collection du journal *Le Défricheur*, permettent de jeter un nouvel éclairage sur un des plus importants acteurs de l'histoire canadienne.

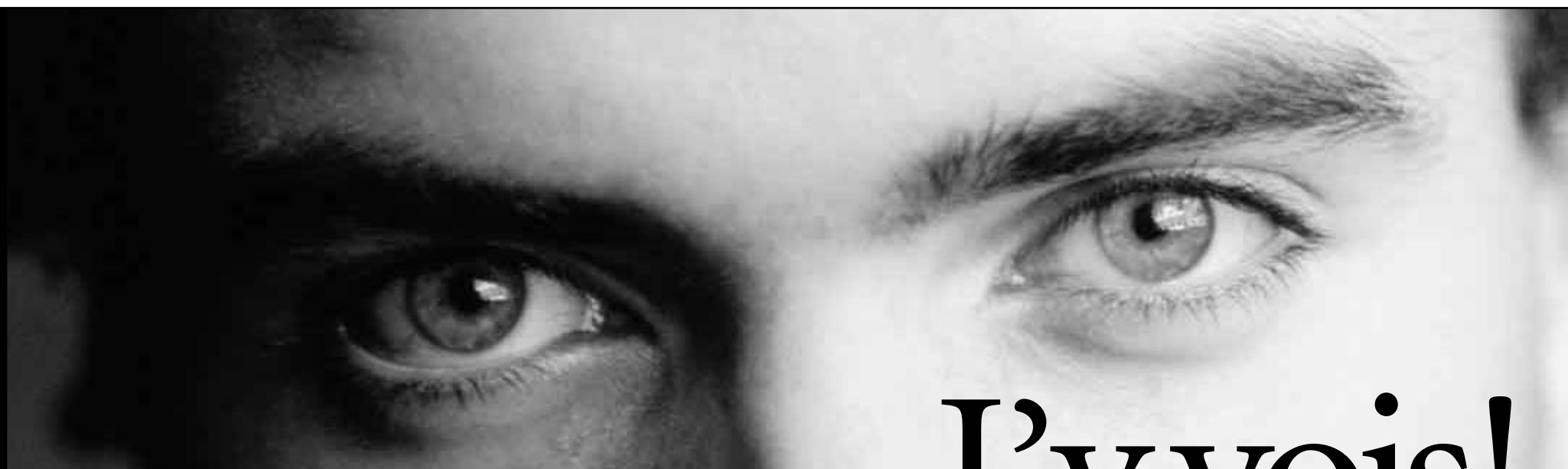
Voulant rabrouer le premier ministre Bernard Landry, selon qui l'Ontario avait empêché Laurier d'instaurer le libre-échange qui aurait profité au Québec, l'éditorialiste du *Globe and Mail* citait Laurier : « Le Canada a été l'inspiration de ma vie. » (Il aimera peut-être moins les citations découvertes par Stevens.)

L'éditorialiste ajoutait que c'était la faute des nationalistes d'Henri Bourassa, qui avaient rompu avec Laurier qu'il ne trouvait pas assez ferme dans sa défense des Canadiens français, s'il avait perdu l'élection de 1911.

Le professeur Stevens a justement écrit un ouvrage sur ces élections de 1911. Il ne voit pas comment on peut imputer la défaite de 1911 aux nationalistes du Québec : « Cette élection fut perdue en Ontario où Laurier n'a obtenu que 13 des 86 sièges. »

Peu importe que Canadiens et Québécois continuent de raconter des histoires différentes, bon lire le livre du passionné historien-détective Paul Stevens.

ÉLECTION PARTIELLE MERCIER LE 9 AVRIL 2001



# J'y vois!

Du 19 au 27 mars 2001,  
c'est la révision des listes électorales dans Mercier

Vous êtes inscrit sur la liste électorale?

Vous avez reçu ou vous recevrez prochainement la liste électorale de votre section de vote. De plus, vous recevrez un avis indiquant les noms qui figurent sur la liste électorale à votre adresse.

Si votre nom n'est pas sur la liste électorale ou s'il y a une erreur, présentez-vous à la commission de révision correspondant à votre section de vote du 19 au 27 mars 2001, entre 11 h et 21 h. C'est votre responsabilité de vous assurer que votre nom se trouve correctement inscrit sur la liste électorale si vous désirez voter.



Vous devez présenter DEUX PIÈCES JUSTIFICATIVES avec votre demande d'inscription, sinon elle sera refusée. La première pièce doit indiquer votre **nom** et votre **date de naissance**, et la seconde doit indiquer votre **nom** et votre **adresse**.

Pour connaître l'adresse de votre commission de révision, consultez votre liste électorale, la liste ci-après, ou encore, le site Web du Directeur général des élections.

Les commissions de révision peuvent recevoir les demandes des électeurs du 19 au 27 mars 2001, de 11 h à 21 h.

Adresse de la commission de révision	Section de vote
Bureau de la directrice du scrutin, 201, avenue Laurier Est, Montréal	001 à 028 046 à 066
Église Saint-Stanislas-de-Kostka, 4815, rue de Lanaudière, Montréal	029 à 045 067 à 097
Pavillon Maison Lucie-Bruneau, 2222, avenue Laurier Est, Montréal	098 à 144

N'hésitez pas à communiquer avec nous sept jours par semaine, en composant :  
**1 888 ÉLECTION OU 1 888 353-2846**

Site Web : [www.dgeq.qc.ca](http://www.dgeq.qc.ca)  
Courriel électronique : [dgeq@dgeq.qc.ca](mailto:dgeq@dgeq.qc.ca)

Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais le 1 800 537-0644.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

**MDS**  
Pharma Services

## Nous sommes à la recherche de femmes ménopausées

**Services Pharma MDS**, située à Ville-Saint-Laurent, est une société de recherche contractuelle au service des industries pharmaceutiques et biotechnologiques.

Nous sommes présentement à la recherche de candidates désirant participer à une étude clinique. Les candidates éligibles devront répondre aux critères suivants :

- être femme non-fumeuse âgée de 18 à 65 ans.
- être en bonne santé, ne souffrant d'aucune condition chronique et ne prenant AUCUN médicament, incluant le traitement de remplacement d'hormones.
- être ménopausée de façon naturelle OU avoir subi l'ablation des deux ovaires, ou l'ablation de l'utérus.
- être disponible pour deux séjours en clinique du vendredi soir au dimanche soir avec deux visites de retour suivant chaque séjour.

Pour de plus amples renseignements, appelez-nous dès aujourd'hui!

**(514) 333-1641**

du lun. au ven. de 9 h à 17 h et sam. de 10 h à 16 h

Veillez laisser vos coordonnées sur notre boîte vocale.

Nos agents communiqueront avec vous.

**MDS**  
Pharma Services

**PHENIX**  
INTERNATIONAL

Indemnité compensatoire : **850 \$**

## Le Dr Mailloux contre-attaque

Le psychiatre Pierre Mailloux réclame 50 000 \$ en dommages-intérêts au Collège des médecins dans une poursuite déposée au palais de justice de Québec. Le Dr Mailloux fait actuellement l'objet d'une enquête du comité de discipline du Collège à la suite de plaintes qui ont été déposées contre lui par des auditeurs de son émission *Un psy à*

*l'écoute*, qu'il coanime depuis plus de cinq ans sur les ondes de CKAC (Radiomédia). Le syndic du Collège reproche au Dr Mailloux d'avoir tenu, en ondes, des propos indignes d'un médecin et contraires aux connaissances médicales. Le psychiatre reviendra devant le syndic du Collège à la mi-mai.

## LA SAISON DES ALLERGIES VOUS EFFRAIE?

Les médicaments en vente libre ne sont peut-être pas l'idéal. Des milliers de gens bénéficient tout l'été d'un soulagement prolongé des allergies au pollen d'arbres, herbes ou herbe à poux. Et ceci grâce aux traitements de courte durée, pré-saisonniers.

Pour plus de renseignements sur un traitement qui se complète en quelques semaines, contactez votre spécialiste en allergie avant le début de la saison.

**Allergy Therapeutics** (Canada) Ltd.  
www.allergy-therapeutics.com



## Enseignant accusé d'avoir agressé cinq fillettes

RAYMOND GERVAIS

UN ENSEIGNANT D'UNE école primaire de Thetford Mines, Laurent Houde, 51 ans, a été formellement inculpé hier de 22 chefs d'agressions sexuelles contre des fillettes âgées de 8 à 14 ans.

Houde, professeur à l'école primaire Plein-Soleil, a été arrêté par la police de Thetford Mines relativement à des agressions sexuelles commises contre cinq fillettes de son entourage. Les petites victimes n'étaient pas les élèves du professeur et ne fréquentaient pas l'école où il enseigne.

Les agressions sexuelles reprochées à l'enseignant seraient survenues durant l'été 1999 et se seraient poursuivies jusqu'au 18 février dernier.

Laurent Houde fait présentement face à neuf chefs d'accusation d'atteinte sexuelle sur un enfant de moins de 14 ans ; de 10 chefs d'accusation d'agression sexuelle et de trois chefs d'accusation pour avoir incité des enfants à avoir des contacts sexuels.

L'accusé, qui n'a aucun antécédent judiciaire, a été remis en liberté et devra se présenter à nouveau devant la cour le 28 mars prochain pour y subir son enquête préliminaire.

## Le CLSC Marigot déménage

La direction du CLSC Marigot de Laval déplacera ses 90 employés dans d'autres locaux d'ici les trois prochaines semaines.

Elle suit ainsi un avis de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), qui lui demande de transférer son personnel dans les plus brefs délais et de ne les rapatrier que lorsqu'elle aura identifié la source du problème de qualité de l'air.

Au début du mois, les employés avaient réclamé la fermeture du CLSC en raison de la présence, depuis un an et demi, de moisissures qui auraient affecté la santé de près de la moitié d'entre eux. Le CLSC continuera d'offrir la plupart des soins et services dans d'autres parties de l'édifice, les moisissures ne posant problème qu'au rez-de-chaussée et au sous-sol.

Le centre de soins de longue durée Marigot, qui loge dans le même bâtiment, est épargné pour l'instant.

## Ras-le-bol de l'hiver?

passez au **Grand Air!**

LE PLUS GRAND SALON DE PLEIN AIR AU QUÉBEC!

L'ENDROIT IDÉAL POUR PLANIFIER, MAGASINER ET RÉSERVER VOS VACANCES-FAMILLE ESTIVALES!

À NE PAS MANQUER

**La Foire des camps de vacances**

Réservez les vacances de vos jeunes en camp de vacances ou en camp de jour! Plus de 25 camps de toutes les régions sont sur place!

**La Route verte**

Venez découvrir 2 300 km d'itinéraires cyclables qui sillonnent le Québec et permettent d'admirer en toute tranquillité les plus beaux coins de la province.

**Le monde du vent**

Venez profiter de 5 000 pieds carrés de plaisirs et d'espace pour essayer les simulateurs de deltaplane et de parapente, vous accrocher au trapèze d'un catamaran et discuter cerf-volant de puissance.

EN PLUS

Des représentants des régions touristiques du Québec sont sur place pour vous guider dans votre choix de destination vacances! Des conférences et des démonstrations de kayak et de pêche...

POUR PLANIFIER VOS VACANCES-FAMILLE

VÉLO KAYAK AUTOCHTONES TOURISME ESTIVAL VÉHICULES PLEIN AIR

## Le Salon National du Grand Air

DU 21 AU 25 MARS 2001 AU PARC OLYMPIQUE DE MONTRÉAL

HEURES D'OUVERTURE

Mercredi 21 mars 11 h à 22 h  
Jeudi 22 mars 11 h à 22 h  
Vendredi 23 mars 11 h à 22 h  
Samedi 24 mars 10 h à 22 h  
Dimanche 25 mars 10 h à 17 h



ADMISSION

Adulte : 9,50 \$  
Étudiant et 65 ans et plus : 7,50 \$  
Moins de 12 ans : 3,50 \$  
5 ans et moins : GRATUIT

La billetterie fermera une heure avant la clôture du Salon

INFORMATION : MONTRÉAL (514) 327-4464 EXTÉRIEUR 1 800 563-6738

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC  
**HONDA**  
CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION

**Canada**

**CAMELOTS ADULTES AVEC VOITURE**

Bienvenue aux retraités demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile

• À commission

Dans les secteurs suivants :

- Anjou
- Montr al-Est
- Rivi re-des-Prairies

Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

**M. Yves Chartier**

composez le **(514) 580-1778**

Courriel : ychartie@lapresse.ca

**La Fondation Paul Gérin-Lajoie**

plus de 20 ans d'actions humanitaires en éducation

Un cahier spécial

ne pas manquer mercredi dans

**La Presse**

Fondation Paul Gérin-Lajoie

20 ans d'actions en éducation

UNE SEMAINE SEULEMENT! - APPELEZ AVANT LE 24 MARS

# la Baie NETTOYAGE DE MOQUETTES

## Rabais de 30-40%

**NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION**

- ★ Notre procédé nettoie vos moquettes à fond, complètement et en toute sécurité.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient, même le samedi.



### 29 \$ 2 pièces et 1 vestibule

Notre prix ord. : 46 \$. Notre procédé de nettoyage à la vapeur déloge la saleté, nettoie les fibres à fond et en ravive les couleurs.

### 59 \$ 5 pièces et 1 vestibule

Excellente occasion! Notre prix ord. : 85 \$.

### 74 \$ maison au complet\*

5 pièces, 13 marches et 1 vestibule  
Rabais de 50% - valeur exceptionnelle!  
Notre prix ord. : 124 \$.

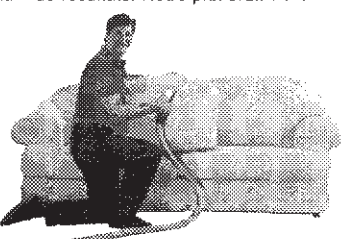
### 23 \$ méthode de luxe en 2 étapes

Pour chaque pièce nettoyée selon notre procédé spécial, recommandé pour les moquettes très sales. Pulvérisations précalables et agitation des fibres pendant le nettoyage à la vapeur.  
Notre prix ord. : 39 \$.

### NETTOYAGE DE MEUBLES RABAIS DE 20%

### 59 \$ UN CANAPÉ ET UN FAUTEUIL

Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires. Méthode de nettoyage adaptée au tissu pour le maximum de résultats. Notre prix ord.: 74 \$.



Appelez du lundi au samedi entre 8 h et 18 h

**(514) 339-5420**  
**1 800 441-0224**

Des frais de déplacement de 5 \$ s'appliquent à toutes les commandes. Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Le vestibule est limité à 10 pieds linéaires et doit être attenant. Frais additionnels pour moquettes en laine. Prix fixé séparément pour escaliers. Services non offerts dans toutes les régions.

# Napster a du mal à appliquer la décision de la cour

Agence France-Presse

SAN FRANCISCO — Napster, le site de musique en ligne en butte avec la justice, a des difficultés à appliquer l'arrêt d'une cour lui ordonnant de filtrer les milliers de morceaux de musique protégés par des droits d'auteur, a indiqué une porte-parole.

Napster est parvenu à bloquer quelque 10,6 millions de fichiers musicaux, correspondant à 59 600 titres de morceaux qui sont protégés par des droits, selon cette porte-parole qui a requis l'anonymat.

Hier, les avocats des deux parties devaient se rencontrer et tenter, à travers une téléconférence, de trouver une solution à un conflit de plus de deux ans entre les maisons d'édi-

tion musicale et la compagnie de Redwood City, (Californie).

Un juge fédéral avait ordonné la semaine dernière à Napster de retirer quelque 135 000 titres d'ici à mercredi. Mais la dernière liste des morceaux dont l'accès a été fermé « va être beaucoup plus courte que cela », a reconnu la porte-parole.

Dans son arrêt, le juge Marilyn Hall Patel a aussi demandé aux studios de fournir à Napster la liste des morceaux, le nom des artistes et des fichiers qui sont sur le système.

Mais, a indiqué la porte-parole, Napster a reçu par exemple une liste de Sony Music où des milliers de titres n'ont pas de fichiers informatiques correspondants.

# la Baie NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION

L'offre d'assainissant expire le 24 mars



**159 \$ maison au complet\***

**INCLUS :**  
• CONDUITS PRINCIPAUX  
• NOMBRE ILLIMITÉ DE BOUCHES

**ASSAINISSANT OFFERT CETTE SEMAINE SEULEMENT 49 \$ Ord. 79 \$**

APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI, DE 8 H À 18 H

**(514) 339-5420**  
**1 800 441-0224**

Renseignez-vous sur nos filtres à air électrostatiques

### Avantages :

- Le nettoyage de conduits contribue à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.

### Méthode :

- Nos appareils industriels brevetés aspirent la poussière des conduits et des bouches d'aération et les nettoie à fond.
- Nous utilisons de puissants filtres HEPA qui emprisonnent des particules aussi minuscules que le 1/300 d'un cheveu humain et filtrent à 99,97 % la poussière et la saleté.

**loto-québec**

*résultats*

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**Le jeu doit rester un jeu**

**SUPER 7**

04 06 11 25 26 37 43

Tirage du 2001-03-16

Numéro complémentaire: 07

**Quotidien**

Tirage du 2001-03-16

3 4  
755 0249

**Extra**

Tirage du 2001-03-16

NUMÉROS	LOTS
180451	100 000 \$
80451	1 000 \$
0451	250 \$
451	50 \$
51	10 \$
1	2 \$

**PANCO**

Tirage du 2001-03-16

04	06	07	08	10
11	13	15	16	20
24	28	36	41	45
53	58	59	66	67

**LaMini**

Tirage du 2001-03-16

NUMÉROS	LOTS
471621	50 000 \$
71621	5 000 \$
1621	250 \$
621	25 \$
21	5 \$
47162	1 000 \$
4716	100 \$
471	10 \$

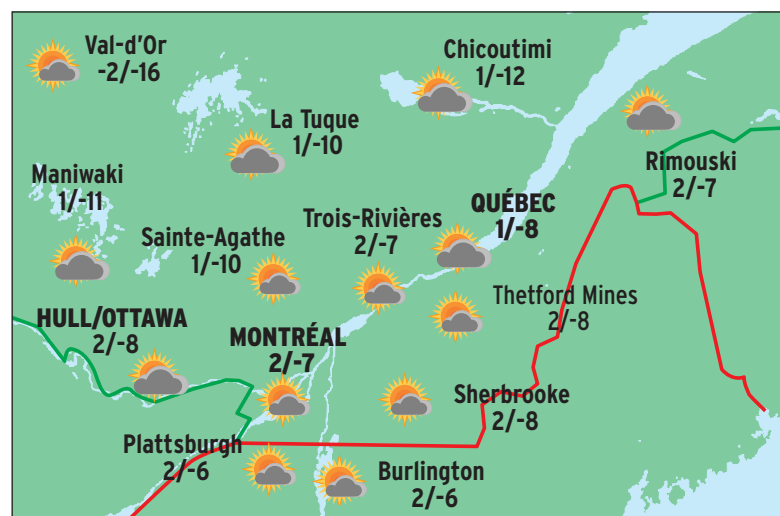
## La Presse

### MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

<b>AUJOURD'HUI</b>	<b>MAXIMUM</b>	
	<b>2</b>	Ciel variable en matinée, passages nuageux en après-midi. Probabilité de précipitations: 20%. Vents légers.
<b>CETTE NUIT</b>	<b>MINIMUM</b>	
	<b>-7</b>	Ciel dégagé.
<b>DEMAIN</b>	<b>MAX/MIN</b>	
	<b>2/-7</b>	Ciel variable. Probabilité de précipitations: 40%.
<b>LUNDI</b>	<b>MAX/MIN</b>	
	<b>2/-6</b>	Ciel variable. Probabilité de précipitations: 30%.

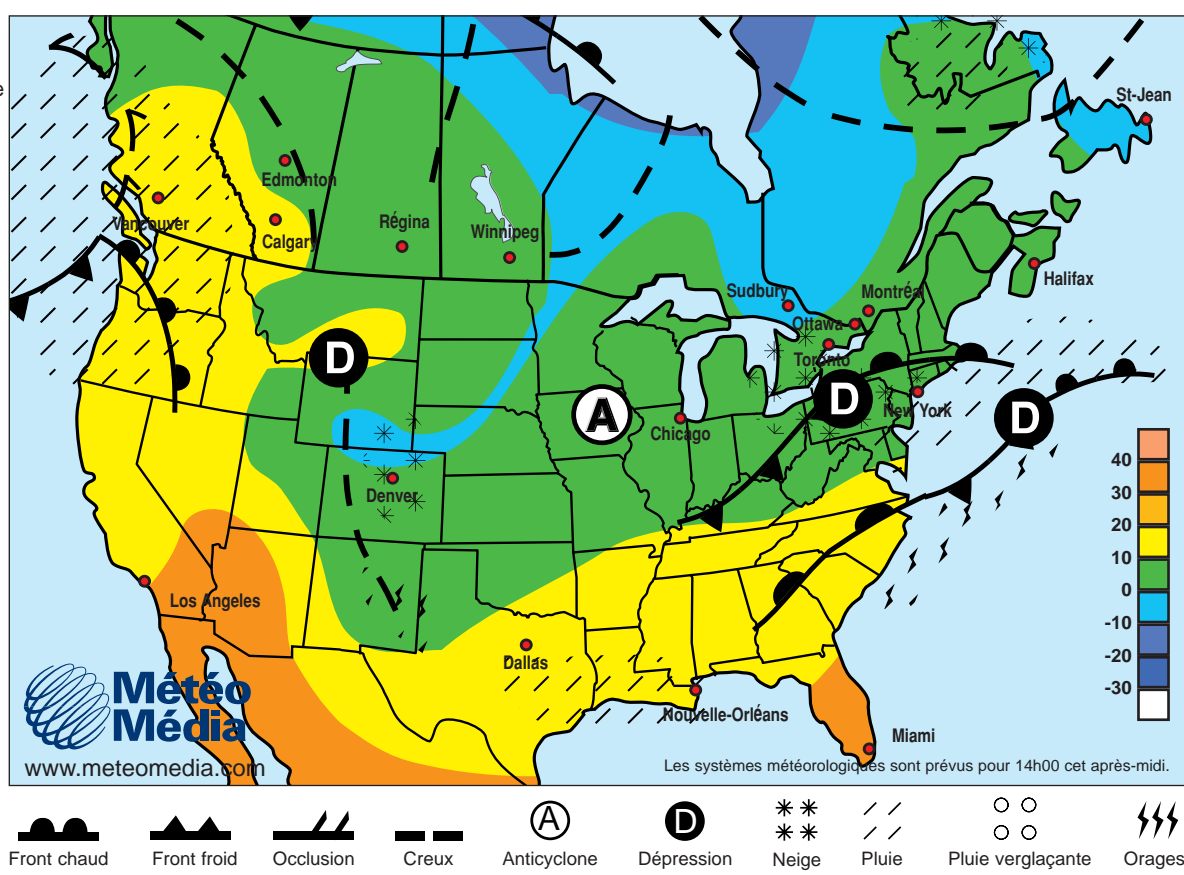
QUÉBEC	OTTAWA	TORONTO
<b>AUJOURD'HUI</b> Ciel variable. 1/ -8.	<b>AUJOURD'HUI</b> Ciel variable. 2/ -8.	<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux avec faible neige. 1/ -3.
<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 2/ -8.	<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 1/ -7.	<b>DEMAIN</b> Généralement ensoleillé. 2/ -4.

### PRÉVISIONS RÉGIONALES



BAIE-COMEAU	BAIE-JAMES	GASPÉ	SEPT-ÎLES
<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux avec percées de soleil. 2/ -13.	<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux avec percées de soleil. -7/ -17.	<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux avec percées de soleil. 3/ -9.	<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux avec percées de soleil. 5/ -7.
<b>DEMAIN</b> Plutôt nuageux avec averses de pluie ou de neige.	<b>DEMAIN</b> Ciel variable. -3/ -14.	<b>DEMAIN</b> Plutôt nuageux avec averses de pluie ou de neige.	<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 4/ -7.

### LES SYSTÈMES MÉTÉOROLOGIQUES



### L'ALMANACH QUOTIDIEN POUR MONTRÉAL

<b>TEMPÉRATURE</b>	MAX	MIN	<b>FACTEUR VENT</b>	Aujourd'hui	-3	
	Normales du jour	2	-7	<b>INDICE UV</b>	Bas	
	Auj. l'an passé	-2	-7	<b>PRÉCIPITATION</b>	Hier	0mm
<b>RECORDS</b>	Plus haut maximum	12 en 1990	Plus bas minimum	-20 en 1950	1 mm d'eau = environ 1 cm de neige	

AU PAYS	LE MONDE	AU SOLEIL
Calgary: Éclaircies 10/-6 Variable 14/-3	Amsterdam: Pluie 9/3	Acapulco: Soleil 33/19
Charlottetown: Beau 1/-7 Faib neige -1/-6	Athènes: Éclaircies 25/9	Bahamas: Beau 28/22
Cornwall: Variable 0/-8 Variable 1/-7	Beijing: Beau 19/1	Barbade: Soleil 29/22
Edmonton: Variable 7/-6 Variable 9/-3	Berlin: Pluie 8/2	Bermudes: Averses 23/18
Frédéricton: Beau 3/-6 Plu ou nei 4/-6	Bruxelles: Pluie 14/8	Cancun: Soleil 34/21
Halifax: Beau 3/-5 Plu ou nei 3/-6	Buenos Aires: Beau 31/22	Daytona B.: Beau 21/13
Iqaluit: Variable 10/-22 Variable -10/-22	Lisbonne: Nuageux 18/11	Ft. Lauderdale: Beau 27/20
Moncton: Beau 2/-7 Plu ou nei 2/-7	Londres: Pluie 9/5	Honolulu: Beau 26/21
Régina: Beau 3/-4 Beau 5/-5	Los Angeles: Soleil 18/12	KeyWest: Beau 27/22
Rouyn: Beau -1/-14 Variable 0/-14	Madrid: Pluie 15/4	La Havane: Beau 31/20
Saint-Jean: Éclaircies -1/-4 Faib neige -1/-4	Mexico: Soleil 25/2	Las Vegas: Beau 24/8
Saskatoon: Éclaircies 6/-4 Variable 7/-3	Moscou: Neig fond 2/-2	Miami: Beau 26/22
Sudbury: Beau -1/-7 Beau 2/-8	New Delhi: Soleil 32/7	Montego Bay: Beau 30/24
Thunder Bay: Beau 2/-12 Variable 4/-10	New York: Ave neige 4/0	Myrtle Beach: Beau 18/6
Vancouver: Averses 10/5 Pluie 11/6	Paris: Averses 17/9	Orlando: Beau 23/15
Victoria: Averses 11/4 Pluie 12/4	Port-au-Prince: Nuageux 33/23	Palm Springs: Beau 28/11
Whitehorse: Éclaircies 4/-8 Plu ou nei 0/-12	Rio: Soleil 34/21	Phoenix: Beau 24/12
Windsor: Neig fond 3/-1 Beau 7/-1	Rome: Beau 19/10	Puerto Plata: Beau 32/23
Winnipeg: Soleil 2/-3 Variable 7/-5	Tokyo: Pluie 17/9	Tampa: Nuageux 21/13
Yellowknife: Éclaircies -5/-23 Ave neige -9/-22	Washington: Averses 8/1	W. Palm B.: Beau 27/17

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*

17 mars 2001

Page B11 manquante

# Les enseignants du Nouveau-Québec saignés par le fisc

LAURA-JULIE PERREAULT

AUTREFOIS, LES JEUNES enseignants qui rêvaient de remplir rapidement leur compte en banque à la sortie de l'université prenaient le chemin du Grand Nord. Mais ce Klondike enneigé est moins qu'attrayant depuis que les avantages sociaux sont imposés, au dire des enseignants qui y pratiquent leur métier. Résultat : ils fuient le Nouveau-Québec à un rythme effarant, plongeant les écoles de la région dans une instabilité chronique.

« Ça fait sept ans que je suis dans la même école. Il y a 12 postes d'enseignants et 33 personnes les ont occupés pendant cette période. L'administration a changé 12 fois », offrait en guise d'illustration Jean Picard, un enseignant qui s'est installé à Kangirsuk il y a sept ans. Lui et plus de 200 de ses collègues, en congrès syndical à Montréal, manifestaient hier devant le bureau montréalais du premier ministre pour demander l'amélioration de leurs conditions de travail et la signature rapide de leur convention collective, échue en 1998.

## 60 % s'en vont aux deux ans

Les chiffres mis de l'avant par le syndicat appuient l'exemple de M. Picard. À tous les deux ans, 60 % du personnel des 14 écoles du Nunavik se renouvelle. « Ça crée beaucoup d'instabilité et les principales victimes sont les enfants. Ils ne s'attachent plus à leurs enseignants puisqu'ils partent aussi rapidement », notait Jean Picard, qui a décidé de rester par amour pour les Inuits et le Nord.

Les représentants syndicaux croient aussi que le taux de roulement des professeurs a des conséquences directes sur l'efficacité des écoles. « Ailleurs au Québec, l'année scolaire commence en septembre. Dans le Nord, ça prend jusqu'à la mi-octobre avant que tout soit en place et au mois de mars, les enseignants se préparent à partir. Tout est à recommencer année après an-

née. C'est presque impossible d'avoir des projets à long terme, du suivi », ajoutait Jenny Thibault, la collègue de M. Picard, qui est installée à Kangirsuk depuis quatre ans.

## Fiscalité et choc des cultures

Les raisons qui motivent l'hémorragie des enseignants vers le Sud sont nombreuses, croit cette dernière. Cela prend des années de patience pour s'acclimater à la culture inuite, dans laquelle les Blancs seront toujours considérés comme des étrangers. « En fait, il faut soit ne pas savoir compter ou être complètement mordu du Nord pour rester », riait Jenny Thibault.

Le président de son syndicat, Marcel Duplessis, est alors sauté dans la conversation. « Un enseignant qui travaille au Nunavik et qui a une famille, a un salaire net inférieur à un professeur qui vit dans le Sud », s'exclamait-il.

Depuis 1995, les primes d'éloignement qui sont versées aux professeurs, notamment pour payer leur loyer, leurs déplacements et la livraison de leur nourriture, sont considérées comme des revenus taxables. « À la fin de l'année, on reçoit un T-4 de 20 000 \$, mais on n'a jamais vu la couleur de cet argent-là », expliquaient en chœur les trois enseignants rencontrés.

Cette politique, entrée en vigueur en 1995, a eu l'effet d'une bombe sur le recrutement des enseignants pour les écoles du Nord. « Quand je suis arrivé, la commission scolaire recevait environ 1500 curriculum vitae par année. Ils n'en reçoivent plus que 125 », continuait M. Picard.

L'Association de l'enseignement du Nouveau-Québec, syndicat affilié FSE-CSQ, demande donc au gouvernement de bonifier le salaire des enseignants en leur offrant une prime de rétention, comparable à celle qui est accordée au personnel médical, qui atténuerait l'effet de la fiscalité.



Les enseignants du Nouveau-Québec et des communautés crient manifestant hier devant le bureau montréalais du premier ministre du Québec, demandant au gouvernement de Bernard Landry de leur accorder une prime qui faciliterait la rétention des enseignants.

Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

# Les procureurs de la Couronne n'écartent pas le recours à la grève

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Les 300 procureurs de la Couronne du Québec en ont assez : à compter de lundi, ils exerceront des moyens de pression qui se durciront graduellement. La grève n'est pas exclue.

« On estime que ça fait trop longtemps que ça perdure et on veut un déblocage, lance le président de l'Association des substituts du procureur général, Claude Girard. On n'a toujours pas eu d'offres. On trouve ça injustifié. On est tannés. »

L'action de lundi sera « symbolique » et impliquera les procureurs de partout au Québec, dit M. Girard, qui refuse d'être plus explicite, si ce n'est pour dire qu'il ne s'agira pas d'un débrayage. « On est à terminer les préparatifs. »

Rien n'est cependant exclu pour la suite, pas même la grève, insiste M. Girard. Car les procureurs se souviennent très bien du conflit de 1988 : un débrayage avait provoqué une reprise rapide des négociations, qui leur avait permis de décrocher une substantielle augmentation de salaire.

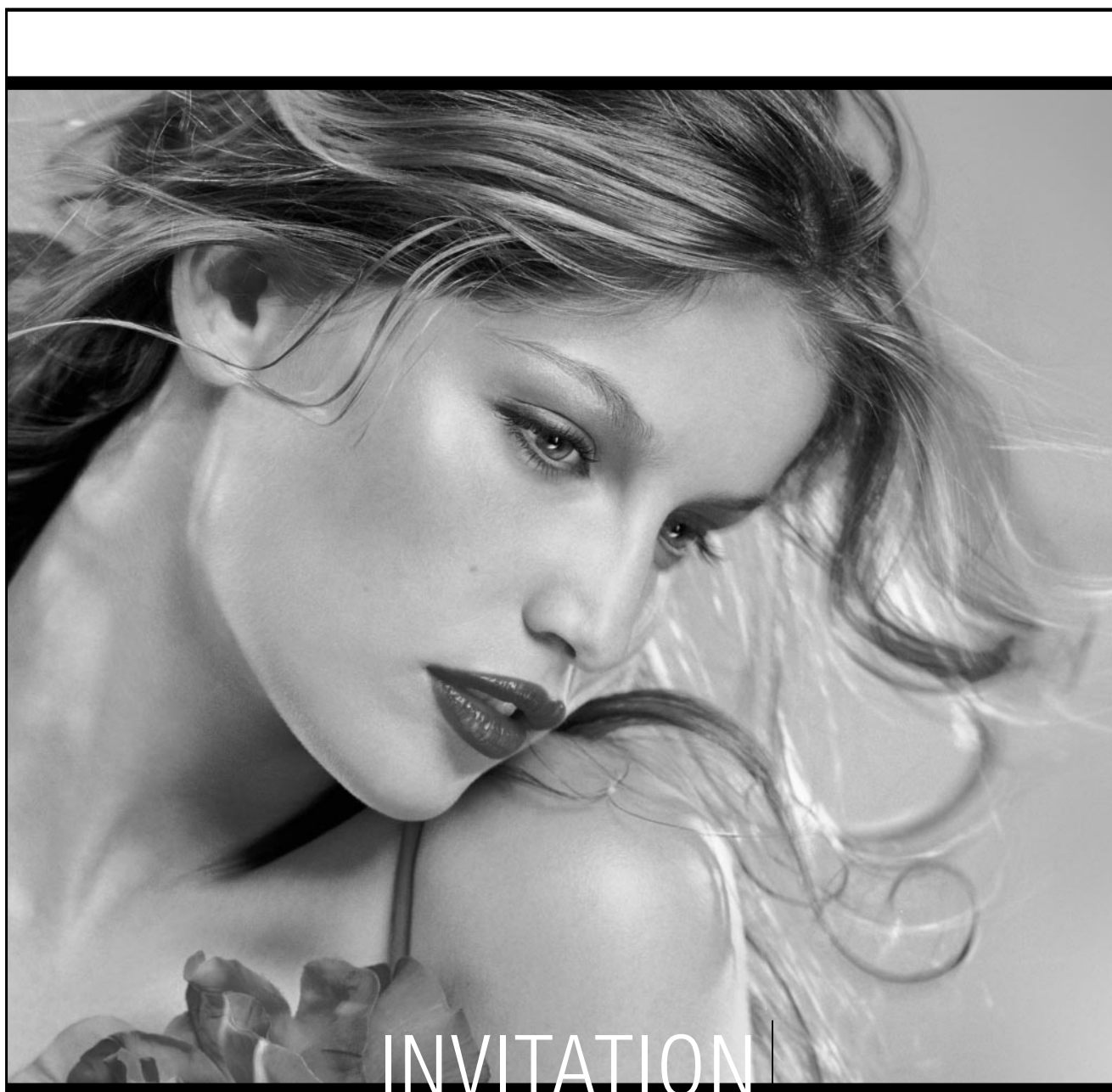
« Il est certain que ça va aller en durcissant », dit leur représentant, qui compte convoquer d'ici trois semaines une assemblée générale des membres afin de faire approu-

ver les étapes ultimes du plan d'action syndical.

Lors de leur dernière assemblée, le 24 février, les procureurs ont exhorté le gouvernement à s'engager à produire une étude comparative de leur salaire avec celui de leurs collègues canadiens. Le ministre de la Justice n'a pas bougé depuis, déplore Claude Girard. « Et en plus, on a eu un changement de ministre, ce qui n'a pas aidé notre cause. » Rappelons que Paul Bégin a succédé à Linda Goupil.

Les procureurs estiment qu'une telle étude démontrera nettement la nécessité d'un rattrapage salarial. Payés présentement 86 000 \$ par an au sommet de l'échelle, ils réclament la moyenne canadienne, qui se situe entre 120 000 \$ et 130 000 \$. Or, les paramètres du Conseil du Trésor fixent à 9 % sur quatre ans les augmentations des employés du secteur public.

Les procureurs de la Couronne sont parmi les derniers groupes d'employés de l'État qui n'ont pas encore signé leur nouvelle convention collective, avec les 300 avocats de l'aide juridique et les 1800 gardiens de prison. Ces derniers menacent de déclencher une nouvelle vague de moyens de pression à compter d'avril, incluant une journée d'étude à Québec pendant le Sommet des Amériques.



**SUCCOMBEZ À VOS SENS**  
À l'Espace Conseil L'Oréal  
Du 20 au 25 mars 2001

Printemps de fleurs et de fruits. Couleurs. Sensualité. L'Oréal présente **Passion et Innocence**, ses deux collections couleur printemps 2001.

Du 20 au 25 mars 2001, venez découvrir l'Espace Conseil L'Oréal. Envie d'une **métamorphose printemps** ou de **conseils ciblés**? Profitez des trucs soins, maquillage et coloration de nos experts L'Oréal et recevez un échantillon du **nouveau fond de teint Translucide**.

Vous vous mariez cet été? Lors de votre consultation beauté, vous recevrez un **chèque-cadeau** pour un **maquillage gratuit** le matin du grand jour.

Vous voulez vivre **Passion et Innocence**? Prenez rendez-vous avec un de nos artistes maquilleurs ou observez-les en pleine création. Laissez-vous tenter, laissez-vous envoûter par les couleurs du printemps. **Parce que vous le valez bien.**

L'Espace Conseil L'Oréal à la Baie : un espace beauté bien à vous où les experts L'Oréal vous attendent avec des conseils beauté de la tête aux pieds.

585, rue Sainte-Catherine Ouest • (514) 281-4422, poste 2307

la Baie  
J'aime, j'achète!

ESPACE  
CONSEIL  
L'ORÉAL

L'ORÉAL  
PARIS  
PARCE QUE JE LE VAUX BIEN.  
www.lorealparis.com



**Venez profiter du ski de printemps et du Spa Concept Bromont...**

*FORFAT COCOONING*  
comprenant : l'hébergement, un petit déjeuner champêtre, un repas du soir à services, peignoir, revues sur la table, couverture de laine  
**109 \$ par personne en occupation double**  
(service inclus, taxes en sus)

**Pour réservations : 1 800 304-3433**

## À SUIVRE CHAQUE JOUR DANS LE CAHIER ACTUEL

La Presse

**LE MAL DE VIVRE DES ADOS**  
> Au Québec, 15% des jeunes de 12 à 18 ans rapportent des symptômes dépressifs suffisamment importants pour nécessiter une intervention, lorsqu'ils sont évalués à l'aide d'un questionnaire. De 5 à 9% de ces ados présentent même un trouble dépressif majeur.



**LUNDI**

**LES LIONNES DE MUGLER**  
> La semaine dernière, les grands couturiers livraient leur vision de l'hiver 2001/2002, à Paris, avec des vêtements de prêt-à-porter graphiques, accompagnés parfois de clips d'oeil aux années 60 et 80. Un univers où se croisent amazones et lionnes urbaines.



**MARDI**

**ENFANT CHERCHE PARENT**  
> Depuis 12 ans, on peut adopter des enfants Québécois en passant par la «banque mixte» de la DPJ. Ainsi, à Montréal, plus de 210 enfants francophones ont été extraits de leur malheur pour être adoptés. Malgré leurs parents.



**MERCREDI**

**LE GINGEMBRE**  
> Le gingembre frais est un aliment de base des cuisines asiatiques. Il aromatise sauces, viande, poisson, fruits de mer, riz, tofu et potages. On en fait de la confiture et des friandises confites. Ricardo Larrivé nous en parle.



**JEUDI**

**SILENCE, ON TOURNE... À PRAGUE**  
> Montréal, on le sait, accueille de nombreuses équipes de tournage américaines. Mais elle n'est plus la seule. Prague, en République tchèque, devient elle aussi une destination privilégiée des producteurs hollywoodiens.



**VENDREDI**